

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Front unique ouvrier contre les projets d'ordonnance !



2015, Gattaz accueille le ministre Macron à l'université d'été du Medef / photo Eric Piermont–

n° 23 mai - juin 2017 1 euro

Pour le capital, Macron fait l'affaire

À la suite du référendum en Grande-Bretagne et de l'élection présidentielle des États-Unis, celle de France montre la mise en cause de la représentation politique des principales bourgeoisies confrontées à une faible croissance économique et à l'accroissement des rivalités impérialistes. Les candidats des deux principaux partis politiques français des quarante années précédentes (LR, PS) ont été éliminés du premier tour.

L'État bourgeois n'est pas pour autant menacé, ni même sa forme de régime actuelle (la 5e République), car ce bouleversement politique ne peut pas être exploité par les travailleurs. En effet, l'élection présidentielle vient après une série de trahisons du PCF et du PS au gouvernement et de reculs de la classe ouvrière (dont la défaite du mouvement contre la loi Travail en 2016). Le faible score au premier tour des candidats plus ou moins liés au mouvement ouvrier (PS, LFI, NPA, LO) en témoigne : au total, 27,7 % des suffrages exprimés (le cumul s'élevait à 44,6 % au premier tour de 1981, encore 41,4 % en 2012).

La victoire d'un candidat bourgeois

Le candidat naturel de la bourgeoisie (Fillon, LR) étant discrédité, c'est Emmanuel Macron, candidat du parti bourgeois La République en marche (LREM), lancé en avril 2016, qui a été élu avec 66,1 % des suffrages exprimés (20,7 millions) contre Marine Le Pen, chef du parti fascisant FN (33,9 %, 10,6 millions de voix). L'abstention s'est élevée à 12,1 millions d'inscrits (25,4 %), le vote blanc ou nul a été choisi par 4,1 millions de personnes (8,5 % des inscrits).

Ancien de l'ENA, Macron a noué ses premières relations avec de grands capitalistes (et s'est enrichi) dans une banque d'affaires (Rothschild), a participé à la commission Attali sous la présidence Sarkozy, a été conseiller du président Hollande, puis son ministre de l'Économie. À ce titre, Macron était un des concepteurs de la loi travail de 2016, contre laquelle des millions de travailleurs se sont battus.

C'est dire si ce Rastignac du XXIe siècle a su se faire apprécier par de nombreuses fractions de la bourgeoisie, alors qu'il n'a pas encore 40 ans –il est le plus jeune président du G20. Il prétend n'être *« ni de droite, ni de gauche »*, ou parfois *« et de droite et de gauche »* ; ce qui est sûr, c'est qu'il est soutenu par une partie du personnel de la bourgeoisie, par des entreprises capitalistes de la communication (Free, Meetic, Bouygues Telecom), du secteur bancaire (BNP-Paribas), de l'assurance (AXA), du transport aérien (Air France), du luxe (LVMH)… par la quasi-totalité des médias bourgeois, par nombre de vieux politiciens (Cohn-Bendit, Bayrou, Delanoë, Estrosi, Kouchner…).

Les candidats des deux anciens principaux partis (LR et PS) ont été éliminés dès le premier tour et la victoire était acquise dès le soir du premier tour, ce que Macron avait bien saisi en la célébrant dans un restaurant chic avec ses soutiens… La Bourse de Paris l'avait également compris puisque le CAC 40 gagna 4 % à l'annonce des résultats du premier tour et resta stable après ceux du second. Comme un symbole, c'est à bord d'un véhicule militaire que Macron salua ses partisans sur une avenue des Champs-Élysées quasi-déserte. Sa première visite officielle a été pour un hôpital militaire. Sa première sortie à l'étranger a été pour les troupes françaises au Mali.

Les impérialismes (américain, chinois, russe, européens) ont vite félicité Macron comme un allié (réel ou potentiel) en annonçant leur volonté de travailler avec lui. Les manifestations spontanées qui étaient massives après le premier tour de 2002, n'ont rassemblé au maximum que quelques centaines de personnes après le second tour de 2017 (à Paris, Nantes, Lyon, Grenoble, Poitiers…), laissées à la merci des violences policières (tirs de grenade, gaz lacrymogènes, des dizaines d'interpellations…). En revanche, des groupes fascistes ont pu manifester impunément.

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi
ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact ou abonnement : écrire à ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com
Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net
Site du GMI / France : groupemarxiste.info
Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

La montée inquiétante du parti fascisant

Pourtant, quasiment tous les partis et appareils syndicaux se sont dressés derrière Macron, dans un « front républicain » sous prétexte de repousser le risque fasciste. Le PS et le PCF ont immédiatement appelé à voter pour le candidat de la bourgeoisie, de même que tous les appareils syndicaux, à l'exception de celui de FO (qui côté scène prétend ne jamais donner de consigne de vote car ce n'est pas son rôle, et qui côté coulisse ne voudrait pas embarrasser ses nombreux partisans de LR et du FN). Macron était aussi soutenu par Varoufakis, l'ancien ministre grec de l'économie du gouvernement Syriza-ANEL (l'ANEL correspond au FN et à DlF), l'inventeur du « plan B » cher à Mélenchon (sortir de l'euro, rompre avec l'Union européenne) : *« Macron est une inspiration pour la France et l'Europe »* (*Libération*, 8 mai).

En fait, le prétendu « front républicain » a beaucoup moins bien fonctionné qu'en 2002. Mélenchon (La France insoumise, LFI) qui avait condamné en 2002 avec vigueur les rares qui refusaient de voter Chirac (nous en étions), n'a jamais expliqué pourquoi il ne donnait pas de consigne cette fois-ci. De même, le NPA qui est neutre cette fois-ci oublié que la LCR avait voté pour le candidat du principal parti bourgeois au second tour de 2002.

Le Pen fille a recueilli un peu moins de onze millions de voix, soit le double de son père quinze ans plus tôt. C'est un signe qu'elle se présente comme un recours de plus en plus sérieux pour la bourgeoisie, comme en témoignent son écho chez les petits patrons, le ralliement de Dupont-Aignan (DlF) entre les deux tours, le refus d'appeler à voter Macron par des figures de LR (dont Guaino, Wauquiez, Mariani), mais aussi *« la volonté du Medef de traiter le FN comme les autres partis»* (*Le Figaro*, 17 janvier), en l'invitant à s'exprimer devant ses principales fédérations. Le FN a beau sortir en difficulté de cette élection, il n'est pas exclu que la bourgeoisie s'en saisisse dans le cas où Macron échoue à vaincre les travailleurs.

Le gouvernement Macron-Philippe, un exécutif de réaction

Le président, élu avec le soutien du PCF et du PS, de la CFDT et de la CGT, a constitué un gouvernement de combat contre les travailleurs. La tactique de l'« ouverture », déjà pratiquée par Sarkozy dans une moindre mesure, consiste à recruter des éléments dans divers appareils, pas seulement politiques, mais aussi parmi les manageurs des groupes capitalistes. Cela manifeste le lien étroit entre le grand capital et l'État bourgeois à l'époque impérialiste.

Macron a préalablement nommé Patrice Strozda comme directeur de cabinet. Surnommé « Monsieur Flashball », ce dernier était préfet de Bretagne lorsque la gendarmerie assassina Rémi Fraisse en 2014.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, est membre de LR. Cet ancien lobbyiste a déjà pillé l'uranium du Niger au compte d'Areva ; pendant que son mentor Juppé était contraint de quitter la France pour divers trafics, il a intrigué afin de permettre qu'il soit exploité à bas prix, au détriment des populations locales, notamment les Touaregs. La désinvolture qu'il a affichée avec mépris sur sa déclaration de patrimoine, son vote contre la loi sur la transparence, son opposition au mariage pour tous situent le personnage.

Richard Ferrand (PS), ministre de la cohésion des territoires, est déjà sous les projecteurs grâce aux révélations du *Canard enchainé* et du *Monde* pour son enrichissement familial antérieur.

Jean-Yves Le Drian (PS), ministre des Affaires étrangères, est celui qui a fait exploser les ventes d'armes lorsqu'il était ministre de la Défense sous la présidence de Hollande.

Gérard Collomb (PS), ministre de l'Intérieur, félicité par un syndicat de flics (UNSA-Police), s'est distingué par les caméras de surveillance et la répression des manifestants lorsqu'il était maire de Lyon. En 2012, il se refusait à marier des personnes de même sexe.

Bruno Le Maire (LR), ministre de l'Économie, est favorable à la destruction du statut de la fonction publique territoriale, à des salaires sous le SMIC, à la suppression de l'ISF.

Gérald Darmain (LR), ministre de l'Action et des comptes publics, était porte-parole de Sarkozy puis un opposant affirmé au mariage homosexuel.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, était directeur de l'ESSEC, une école de commerce qui forme les cadres de la bourgeoisie ; il fut également directeur général de l'enseignement scolaire entre 2009 et 2012, sous la présidence Sarkozy (lors de la suppression de 80 000 postes dans l'Éduca-





14 mai 2017, Paris, Macron s'affiche militariste dès le premier jour
photo Christophe Archambault-AFP

tion nationale) et a pesé pour la suppression des IUFM, et donc de l'année de formation pour tous les enseignants.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a été cadre supérieure dans de nombreuses grandes entreprises (directrice générale adjointe de Dassault, DRH de Danone, administratrice d'Orange, directrice générale de Business France…).

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, fut une des présidentes d'université (Nice) parmi les plus zélées dans l'application de la loi LRU…

Le Medef a logiquement approuvé la nomination de ce gouvernement, comme *« une bonne nouvelle… Bienvenue au nouveau gouvernement La tâche est immense. Agissons vite »* (Pierre Gattaz, *Twitter*, 17 mai).

Un programme contre la classe ouvrière

Afficher la priorité à l'armée, supprimer 120 000 postes de fonctionnaires civils, détruire la retraite par répartition (avec la retraite « par points »), instaurer des *« prérequis »* à l'entrée à l'université, supprimer les titres financiers (actions, obligations…) du patrimoine soumis à l'impôt sur la fortune, diminuer l'impôt sur les sociétés… sont autant de projets qui enchantent le patronat.

> *Nos chaleureuses félicitations à Emmanuel Macron pour son élection à la présidence de la République… nous attendons du prochain gouvernement qu'il mène les réformes qui permettront… aux entrepreneurs de se développer et aux investisseurs étrangers de venir investir en confiance… en simplifiant le droit du travail, en baissant les charges et en réformant la fiscalité… vraie réforme de l'éducation nationale… mesure que vous prendrez dans les semaines qui viennent… Le Medef… sera un partenaire loyal et exigeant.* (*Les Échos*, 8 mai).

Surtout, le nouveau président ambitionne de poursuivre le démantèlement des dispositions protectrices du droit du travail mené par tous les gouvernements bourgeois depuis 1981. Pour ce faire, il annonce des ordonnances, c'est-à-dire sans débat à l'Assemblée, en profitant du choc électoral et des congés de l'été. L'ancêtre des ordonnances, le décret-loi, fut utilisé par le gouvernement Daladier (Parti radical) en 1938 pour revenir sur les conquêtes de la grève générale de juin 1936 et faire de tous les étrangers des cibles de la police française. C'est pour mater la lutte nationale du peuple algérien que fut mise en oeuvre une ordonnance pour la première fois sous la Ve République, le 4 février 1960.

Dans le cas présent, il s'agit d'abord d'élargir le champ de la priorité accordée aux accords d'entreprise, et donc de donner plus de latitude au patronat, ainsi que de rendre possible l'organisation d'un référendum à l'initiative du patronat en cas d'accord minoritaire. Ensuite, il est question de fusionner les organisations du personnel (comité d'entreprise, CHSCT, délégués du personnel), ce qui réduirait le nombre de représentants syndicaux. Enfin, il est question de limiter les indemnités pour licenciement abusif –« sans cause réelle et sérieuse »–, en les plafonnant.

Le gouvernement Macron-Philippe vise également les travailleurs privés d'emploi, les chômeurs. D'une part il projette une reprise en main par l'État de l'assurance-chômage en supprimant l'Unedic et remplaçant les cotisations chômage par la CSG. Cela s'inscrit dans l'offensive contre la Sécurité sociale menée par tous les gouvernements bourgeois, depuis les ordonnances de 1967 du gouvernement De Gaulle-Pompidou. D'autre part, il envisage d'amplifier la chasse aux chômeurs en conditionnant l'attribution de prestations à une acceptation des emplois ou des formations qui leur sont proposés –un seul refus d'emploi serait possible, alors que les chômeurs ont pourtant versé des cotisations s'ils ont auparavant été salariés.

Macron envisage de faire payer la protection sociale des indépendants par les salariés.

Le gouvernement a besoin de la caution des bureaucraties syndicales. Macron l'a rapidement obtenue, d'autant qu'ils avaient presque tous appelé à voter pour lui. *« Il faut qu'on rencontre assez rapidement et le président de la République et le Premier ministre et la ministre du Travail… pour définir le cap »* (Mailly, FO, *France 2*, 18 mai). *« J'espère très rapidement une rencontre avec lui, le président de la République et la ministre du Travail… il y a besoin de mesures efficaces »* (Martinez, CGT, *LCP*, 18 mai).

Tous sont allés à sa rencontre le 23 mai et se sont déclarés prêts à négocier les attaques du gouvernement pour empêcher l'irruption des masses : *« Ce qu'il faut c'est que les syndicats soient associés… on verra selon la discussion… le dialogue social doit être une réalité… vouloir se passer de la négociation c'est dangereux »* (Martinez). *« Il faut qu'on ait le temps suffisant pour pouvoir se concerter »* (Mailly).

Les difficultés des partis bourgeois concurrents de LREM

C'est la débandade dans le grand parti bourgeois traditionnel, les Républicains. Fillon n'a eu que 7,2 millions des voix (20,1 % des suffrages exprimés). Pour LR, *« le but, c'est de sauver la tête de nos 200 députés »* (*Mediapart*, 24 avril), si bien qu'il faut se débarrasser de Fillon, et son cadavre politique était encore chaud, au lendemain du premier tour, lorsque les charognards de LR ont fondu sur lui : *« un fiasco lamentable »* (Copé, *France 2*, 23 avril) ; *« François Fillon porte une responsabilité importante »* (Morano, *France 3*, 23 avril) ; *« La droite remercie vivement François Fillon de nous avoir coulés... »* (Muselier, *Twitter*, 23 avril) ; *« ce n'est pas la droite qui a perdu, c'est Fillon »* (Woerth, *Europe 1*, 23 avril) ; *« la première raison de cet échec, c'est évidemment la personnalité de notre candidat »* (Juppé, *Le Monde*, 24 avril).

Fillon s'est rapidement retiré : *« j'assume mes responsabilités. Cette défaite est la mienne et c'est à moi et moi seul qu'il revient de la porter... Je n'ai plus la légitimité pour livrer le combat des législatives »* (*Mediapart*, 24 avril). La direction du parti passe au sarkozyste François Baroin qui a rapidement compris, dès la fin du premier tour, le risque que les rats quittent le navire :

> *Les élus qui appellent à voter Marine Le Pen au second tour de la présidentielle ou qui se rapprochent d'Emmanuel Macron en vue des législatives des 11 et 18 juin seront exclus du parti Les Républicains.* (*Mediapart*, 3 mai 2017).

Pourtant la menace n'empêcha pas 173 élus de LR et de l'UDI de signer le 17 mai une tribune de soutien à Macron pour réclamer leur part du butin. On y trouve Darmanin et Le Maire, qui allaient être récompensés en étant nommés ministres quelques jours plus tard, mais aussi Apparu, Kosciusko-Morizet, Estrosi... En cadeau, les candidats LR qui soutiennent Macron n'ont pas en face d'eux d'adversaire La République en Marche (LREM) aux élections législatives des 11 & 18 juin.

L'autre vainqueur du premier tour, le parti bourgeois FN, se trouve également en difficulté après la défaite de sa candidate, avec un score moins important que rêvé (21,3 % au premier tour, 33,9 % au second). Des fissures apparaissent dans le parti xénophobe. Ses dirigeants n'ont pas l'air de s'accorder sur l'orientation (euro, pas euro ?) et les contours de leur future organisation. Marine Le Pen, le soir du second tour a évoqué une *« nouvelle formation politique »*, qu'elle envisage dans une *« stratégie d'alliances »* (*Le Monde*, 8 mai) mais se heurte au refus de Dupont-Aignan (DlF). Philippot est fragilisé, Maréchal a décidé de quitter (temporairement) la politique, sentant une tempête s'approcher... Le vieux Le Pen a montré les crocs contre Philippot qu'il juge responsable de la défaite, et son Union des patriotes (formée avec Civitas et le Parti de la France) présente même quelques candidats aux élections législatives contre des candidats soutenus par le FN. Il n'est pas impossible que, du FN, se dégage dans les années qui viennent un véritable parti fasciste qui agressera physiquement le mouvement ouvrier et les minorités ethniques.

Les partis ouvriers-bourgeois en crise

Hamon, soutenu par le Parti socialiste, Europe écologie – Les Verts, le Parti radical de gauche et le Parti écologiste, n'a obtenu que 2,2 millions de voix (6,3 % des suffrages exprimés). Violemment écarté du premier tour de l'élection présidentielle, le Parti socialiste (PS) a payé pour la politique qu'il a menée au gouvernement pendant cinq ans et c'est ironiquement l'un des principaux animateurs de cette politique qui décrète la mort du parti qui l'a porté à la tête du gouvernement : *« ce PS est mort »* (Valls, *RTL*, 9 mai). Toute honte bue, après avoir appelé à voter Macron, à peine le candidat PS battu, Valls était déjà prêt à offrir ses services :

> *Nous devons participer à la majorité gouvernementale et à la majorité parlementaire... je veux la réussite d'Emmanuel Macron... je serai candidat de la majorité présidentielle... je souhaite m'inscrire dans son mouvement.* (*Le Parisien*, 25 avril)

L'équipe Macron a préféré ne pas s'encombrer de lui, mais l'ancien Premier ministre — qui se présente sans étiquette — n'a pas de candidat LREM, ni PS, en face de lui. De même Boutih a d'abord affirmé être *« candidat pour la majorité présidentielle »*, puis n'a pas été adoubé par Macron, il a ensuite affirmé avoir *« l'investiture socialiste »* (21 mai, *BFM-TV*), avant que Cambadélis ne démente... Reste que ces pratiques grotesques ne sont que la version ridicule des pratiques des autres cadres du parti, prêts à tout pour avoir une part : *« le temps est venu de... reconnaître les talents individuels »* (Royal, *France 2*, 7 mai) dont certainement le sien ; *« je suis socialiste mais je suis pleinement dans la majorité présidentielle... je veux qu'il réussisse »* (Le Guen, *France 2*, 7 mai) ; *« il y a des perspectives ouvertes dans l'élection d'Emmanuel Macron et on doit être capable d'y participer »* (Le Foll, 7 mai). Aussi, nombre d'anciens ministres (Le Guen, Le Foll, Pau-Langevin, Bareigts, El Khomri, Touraine, Valls) n'ont pas d'adversaire LREM aux législatives.

L'ancien PS et ancien ministre Mélenchon était le candidat d'un « mouvement » créé, comme celui de Macron, autour de sa personne (La France insoumise). Il était soutenu par le PCF, le PdG, Ensemble, le POI, la GR... Sa campagne s'est déroulée sur le terrain du chauvinisme. Il a réussi à faire oublier qu'il a été ministre de la 5e République, ce qui lui a permis de réaliser un score important (7 millions de voix, plus de 19 %). Mais LFI rêvait visiblement de la seconde place et non de la quatrième, comme l'a montré l'attitude

ridicule du chef suprême et de ses adjoints qui, tout en étant présents sur les chaînes de télévision, ont refusé toute la soirée du premier tour de commenter l'événement, accusant les estimations des instituts de sondage d'être faussées (alors qu'elles se sont révélées proches des résultats définitifs). Au second tour, Mélenchon, Corbière et autres chefs de LFI, au lieu de proposer l'unité de combat au PCF, au PS, à LO et au NPA contre le nouveau gouvernement et sa politique, se sont contentés de décrire Macron comme « mal élu » (il est pourtant mieux élu que Hollande) et de palabrer sur l'effondrement de la Ve République (qui ne s'en porte pas plus mal).

Mélenchon ne cherche pas à affronter Le Pen et le FN, mais est candidat LFI dans une petite circonscription de Marseille qui vote majoritairement pour les partis réformistes. L'alliance bancale avec le PCF a vite volé en éclats, puisque des listes du nouveau parti social-impérialiste feront face à des listes du vieux. Par contre, LFI ménage dans plusieurs circonscriptions des candidats étrangers au mouvement ouvrier. Il est fort improbable que le lider maximo voie exaucer son voeu d'avoir la majorité parlementaire et de devenir le Premier ministre… de Macron.

> *Une cohabitation est nécessaire. En face de M. Macron et pour le bien de notre démocratie, ne reste qu'une force cohérente, c'est LFI.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Monde*, 17 mai)

Pour le front unique ouvrier contre l'offensive imminente

Du côté de ceux qui ne sèment pas d'illusions sur la démocratie bourgeoise et sur les élections, Poutou (Nouveau parti anticapitaliste) a obtenu presque 400 000 voix (1,09 % des suffrages exprimés) et Arthaud (Lutte ouvrière) a obtenu 230 000 voix (0,64 %). Il faut dire que ni l'une ni l'autre n'ont ouvert une perspective révolutionnaire [voir *Révolution communiste* n° 21 & 22], après avoir épaulé servilement la bureaucratie syndicale qui s'est opposée au printemps 2016 de toutes ses forces à la grève générale [voir *Révolution communiste* n° 17 & 18].

Le score est trompeur car LO l'emporte en force militante sur le NPA. Mais Poutou a eu le réflexe de refuser de participer à la photo avec Macron, Fillon et Le Pen et a su déstabiliser Fillon et Le Pen lors du débat télévisé du 4 avril. La direction de LO refuse tout accord pour les élections législatives et présente 553 candidats. De son côté, le NPA n'en présente que quelques dizaines et soutient ailleurs plusieurs candidatures sociales-impérialistes (LFI) et écologistes au premier tour. Aucun ne mène campagne pour que les représentants des salariés cessent d'aider le nouveau gouvernement en acceptant de discuter du calendrier de son attaque annoncée.

Le 22 avril, à la veille du premier tour, une manifestation réunissait 2 000 personnes à Paris. Le lendemain de l'élection de Macron, environ 5 000 travailleurs et étudiants se rassemblèrent à Paris, à l'appel du Front social, qui se présente comme un *« syndicalisme horizontal »*, sur le mode du mouvement petit-bourgeois Nuit debout l'an dernier. Reste que ce sont bien des sections syndicales de la CGT, de SUD qui ont formé Front social, elles ont rapidement été rejointes par certaines fédérations de l'UNEF, la CNT, le NPA (mais pas LO bien trop respectueuse de la direction confédérale CGT)… en tout 70 organisations, collectifs, syndicats, associations qui avaient appelé *« à battre les deux candidats »* (*Libération*, 28 avril) entre les deux tours. Le débordement des directions syndicales est très limité, pourtant les appareils nationaux voient cette intrusion d'un mauvais oeil :

> *Je ne me reconnais pas du tout dans ces affiches, je suis en profond désaccord et ce n'est pas la première fois. Pour eux je suis un traitre, nous ne sommes pas du tout d'accord .* (Philippe Martinez, *Europe 1,* 1er mai).

L'an dernier, les masses n'ont pas réussi à déborder tous les appareils arc-boutés contre la grève générale et les comités de grève. De toute évidence, la classe ouvrière et la jeunesse chercheront la voie pour affronter ce gouvernement au service du patronat. Ils trouveront face à eux les appareils du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse du PS, du PCF, de LFI, des bureaucrates syndicaux qui défendent avant tout le capitalisme français.

Les travailleuses et les travailleurs doivent s'organiser dans et hors les syndicats, pour imposer la rupture de toute concertation sur les projets du pouvoir et l'unité de toutes (syndicats et partis) pour lutter contre les projets d'ordonnance du gouvernement Macron-Philippe.

30 mai 2017

Analyse de l'élection présidentielle

L'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai s'inscrit dans une crise internationale de la démocratie bourgeoise, annoncée par le recul en 2015 des deux principaux partis en Espagne [voir *Révolution communiste* n° 15], confirmée en 2016 par :

- la destitution de la présidente élue au Brésil [voir *Révolution communiste* n° 16, 19],
- la présidentielle en Autriche qui a vu l'élimination des deux grands partis [voir *Révolution communiste* n° 20],
- le référendum pour la sortie de l'Union européenne en Grande-Bretagne [voir *Révolution communiste* n° 18, 19],
- l'élection de Trump aux États-Unis [voir *Révolution communiste* n° 20].

En 2016, en France, deux nouveaux partis, qui se proclament « mouvement » (comme le FN), dépourvus de toute démocratie interne (comme le FN), sont apparus au service d'un candidat au poste suprême : la République en marche (En marche ! rebaptisé depuis LREM par décision d'un seul homme) de Macron et la France insoumise (LFI) de Mélenchon. Le premier tour du scrutin de 2017 a abouti à la défaite des candidats des deux principaux partis qui ont dominé la vie politique depuis 1978 : LR, l'énième appellation du parti gaulliste RPF-UNR-UDR-RPR-UMP (44,47 % des voix au premier tour en 1969) ; le PS remodelé après la grève générale de mai-juin 1968 et l'échec à la présidentielle de la SFIO en 1969 (5,1 % au premier tour en 1969 ; 25,8 % en 1981).

Une indication sur les rapports entre les classes

Une partie significative des travailleurs est exclue par la bourgeoisie de l'élection présidentielle et des élections législatives à cause de son âge (apprentis de moins de 18 ans) ou de sa nationalité (étrangers).

En outre, il y aurait environ 2 millions de personnes remplissant les conditions pour être électeurs, mais qui n'ont pas accompli la formalité, soit 13,4 % des électeurs potentiels (INSEE, *Focus* n° 80, 6 mars 2017). Les jeunes et les travailleurs peu qualifiés sont particulièrement nombreux à ne pas s'inscrire. Par exemple, 12,4 % des non-diplômés ne se réinscrivent pas quand ils déménagent alors que c'est le cas de seulement 1,7 % de ceux qui ont un diplôme supérieur au bac.

Le nombre d'inscrits a crû au même rythme que la population (INSEE, *Focus* n° 79, 4 mars 2017) : 47,581 millions contre 46,066 en 2012. 37 millions de suffrages ont été exprimés au premier tour contre 36,6 en 2012. Le taux d'abstention a été légèrement supérieur à 2012 avec un chiffre de 21,77 % des inscrits contre 20,52 %. Comme toujours, parmi les inscrits, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés s'abstiennent davantage. Enfin, le nombre de votes blancs au premier tour est de 659 997 et celui des nuls est de 289 337.

Parmi les enjeux déterminants de leur vote, 76 % des électeurs de Mélenchon citent « le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat », 71 % la « lutte contre le chômage » et 70 % la « lutte contre la précarité » (IFOP, 23 avril). LFI a donc récupéré une partie de l'électorat du PS et du PCF mais pas au point de faire de Mélenchon le président.

> *Il voyait déjà son portrait sur les murs de toutes les mairies de France. « Je suis prêt pour la qualification » Mélenchon président : il avait tout prévu. Le chef de son gouvernement serait en même temps garde des sceaux. Au-dessous, treize ministres mais aussi des « hauts fonctionnaires en mission », raconte*

Élection présidentielle 1er tour 23 avril 2017	Nombre	% des inscrits	% des votants
Inscrits	47 581 118		
Abstention	10 577 572	22,23	
Votants	37 003 546	77,77	100
Blancs	659 302	1,39	1,78
Nuls	285 431	0,6	0,77
Exprimés	36 058 813	75,78	97,45

Élection présidentielle 1er tour 23 avril

Parti	Candidat	Voix	Part des inscrits	Part des exprimés
LREM	MACRON	8 657 326	18,19	24,01
FN	LE PEN	7 679 493	16,14	21,3
LR	FILLON	7 213 797	15,16	20,01
DLF	DUPONT-AIGNAN	1 695 186	3,56	4,7
	LASSALLE	435 365	0,91	1,21
UPR	ASSELINEAU	332 588	0,7	0,92
	CHEMINADE	65 598	0,14	0,18
	Total partis bourgeois	26 079 353	54,8	72,33
LFI	MÉLENCHON	7 060 885	14,84	19,58
PS	HAMON	2 291 565	4,82	6,36
NPA	POUTOU	394 582	0,83	1,09
LO	ARTHAUD	232 428	0,49	0,64
	Total mouvement	9 97 9460	20,98	27,67

> *sa conseillère Sophia Chirikou.* (*M le magazine du Monde*, 27 mai)

D'où la paralysie affligeante de Mélenchon arrivé 4e et de l'état-major de LFI le soir du 23 avril, refusant de faire face à la réalité, alors qu'il explique depuis 40 ans (que ce soit au PS, au Front de gauche, au PdG, à LFI) que le salut viendra des urnes et qu'il faut faire confiance à la démocratie bourgeoise.

> *La force du marxisme, c'est qu'il sait voir la réalité. « Crétinisme parlementaire », dans la bouche d'un marxiste, n'est pas une injure, mais la caractéristique d'un système politique qui substitue, à la réalité sociale des constructions juridiques et morales, un rituel, des phrases décoratives.* (Léon Trotsky, 13 juin 1933)

La réalité ? Le résultat a été pire qu'en 1969 (31 %) pour l'ensemble des candidats plus ou moins issus du mouvement ouvrier. Au total, LFI, PS, NPA et LO cumulent moins de 10 millions de votants, moins de 28 % des suffrages exprimés (contre environ 15 millions de voix et 41 % au premier tour en 2012). Parmi les trois catégories de l'INSEE qui correspondent à peu près à la classe ouvrière, les « professions intermédiaires » qui ont voté l'ont fait à 33,4 % pour LFI, le PS, le NPA ou LO ; les « employés » à 32,1 % ; les « ouvriers » à 30,5 % (OpinionWay, 23 avril). Les étudiants et lycéens qui ont voté l'ont fait à 33,7 % pour Mélenchon, Hamon, Poutou et Arthaud (même source).

L'abstention massive du prolétariat

La classe ouvrière ne se borne pas aux « ouvriers » de la nomenclature PCS de l'INSEE. Elle comprend aussi les « employés », la majorité des « professions intermédiaires », une partie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (ceux qui sont dépourvus de toute autorité sur d'autres salariés) et même des « artisans, commerçants et chefs d'entreprises » (ceux des autoentrepreneurs qui sont des travailleurs salariés dissimulés).

Élection présidentielle 2e tour 7 mai 2017			
	Nombre	% des inscrits	% des votants
Inscrits	47 568 693		
Abstention	12 101 366	25,44%	
Votants	35 467 327	74,56%	
Blancs	3 021 499	6,35%	8,52%
Nuls	1 064 225	2,24%	3,00%
Exprimés	31 381 603	65,97%	88,48%
Candidats	Nombre voix	% des inscrits	% des exprimés
MACRON	20 743 128	43,61%	66,10%
LE PEN	10 638 475	22,36%	33,90%
Total	31 381 603	65,97%	100%

Cette classe est idéologiquement et politiquement désorientée. L'effondrement électoral du mouvement ouvrier est le prix à payer de multiples déceptions et trahisons :

- le rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine par les bureaucraties « communistes »,
- la politique pro-capitaliste durant 5 ans du gouvernement dirigé par le Parti « socialiste »,
- la collusion avec le gouvernement des bureaucraties syndicales et leur sabotage des luttes,
- la soumission aux directions syndicales CGT et FO des organisations politiques (« frondeurs » du PS, PCF, PdG, LO, NPA, POID, AL...),
- la campagne électorale chauvine de Mélenchon (LFI),
- l'incapacité des organisations centristes (LO, NPA) à avancer une perspective communiste de révolution, de pouvoir des travailleurs et de transition au socialisme.

De fait, l'abstention a été particulièrement massive dès le premier tour chez les jeunes : 28 % des inscrits de 18 à 24 ans et 35 % de 25 à 34 ans ne se sont pas déplacés au premier tour contre 18 % d'abstention chez les 60 à 69 ans et 15 % chez les plus de 70 ans (BVA, 23 avril).

Les chômeurs se seraient abstenus environ à 27 % au premier tour (IPSOS, 23 avril). Selon un institut de sondage, il y aurait autour de 29 % d'abstentionnistes chez les « employés » et les « ouvriers », mais seulement 21 % chez les « cadres et professions intellectuelles supérieures » (IPSOS, 23 avril). Symétriquement, la participation évolue presque linéairement avec le niveau de revenus du foyer : 70 % chez les électeurs dont le niveau de revenu du foyer est inférieur à 1 250 euros par mois, 76 % dans la tranche 1 250 à 2 000 euros, 80 % dans la tranche de 2 000 à 3 000 euros, 84 % au sein des foyers qui disposent d'un revenu mensuel supérieur à 3 000 euros (IPSOS, 23 avril).

L'abstention est prononcée dans les villes populaires dès le premier tour : Montluçon (31,5 %), Annonay (30,5 %), Vénissieux (33,8 %), Vaulx-en-Velin (41,7 %), St Fons (37,9 %), Pierre-Bénite (31,2 %), Grigny (28,5 %), Givors (35,6 %), Firminy (26,3 %), Rive-de-Gier (30 %), Villeneuve St-Georges (27,1 %), Valenton (27,3 %), Aubervilliers (33,6 %), Aulnay-sous-Bois (29,9 %), Trappes (29,1 %), Les Mureaux (30,4 %)...

Lors du second tour, après la qualification de deux candidats bourgeois, l'abstention a atteint un record pour une présidentielle (25,44 % des inscrits), doublé par un score inédit des blancs et nuls (8,56 % des inscrits). Près de 16 millions d'électeurs ont refusé, à juste titre, de choisir entre le candidat libéral et la candidate fasci-

sante. Parmi les 18-24 ans, l'abstention s'élève au second tour à 34 % ; parmi les « ouvriers » à 32 % ; parmi les « employés » à 30 % (IPSOS, 7 mai).

Trois partis bourgeois au coude-à-coude au premier tour

Le cumul des voix de tous les partis bourgeois est sans précédent depuis 1958 : plus de 72 %. Mais la division en 3 blocs peu ou prou de même force (LREM, FN et LR) traduit aussi la difficulté de la bourgeoisie nationale à s'entendre [voir *Révolution communiste* n° 22]. Bien que d'accord sur l'essentiel (défense du capitalisme mondial, de la bourgeoisie française, renforcement de l'appareil répressif), les candidats de la bourgeoisie différaient sur :

- l'attitude envers les étrangers, la famille traditionnelle et la religion (Fillon s'appuyant sur l'Église catholique hostile à l'avortement et aux homosexuels ; Le Pen dénonçant les musulmans ; Macron affichant une tolérance qui ne s'étend pas aux migrants pauvres),
- la fraction du capital à privilégier (grand capital pour Macron et Fillon ; petit capital officiellement pour Le Pen),
- les alliances internationales (maintien de la collaboration avec les bourgeoisies allemande et américaine pour Fillon et Macron ; destruction de l'UE et choix de la Russie pour Le Pen),
- la politique envers les travailleurs (affrontement résolu et revanchard pour Fillon ; tentative de subordonner aux capitalistes les professions libérales, l'encadrement hiérarchique et les travailleurs qualifiés pour Macron ; tentative de subordonner aux capitalistes les travailleurs indépendants, les chômeurs et les salariés peu qualifiés, division forcenée des travailleurs en désignant comme boucs émissaires les étrangers pour Le Pen).

En fait, les postures des candidats des partis ouvriers bourgeois reflétaient cette division de la classe dominante : Mélenchon se calait largement sur Le Pen (*Marseillaise*, drapeau tricolore, protectionnisme, étatisme, retour de fait au franc, incitation des immigrants à rester chez eux, alliance avec l'impérialisme russe…) [voir *Révolution communiste* n° 21] ; Hamon imitait plutôt Macron (aménagement de l'Union européenne favorable à la bourgeoisie française, maintien de l'OTAN, etc.) [voir *Révolution communiste* n° 21].

Le parti traditionnel de la bourgeoisie française, Les Républicains (LR), a perdu 2 millions de voix par rapport à l'élection présidentielle de 2012 et a vu l'élimination de son candidat Fillon dès le premier tour. LR l'emporte quand même chez les électeurs « qui travaillent à leur compte » avec 26,7 % de leurs voix au premier tour (OpinionWay, 23 avril), devant LREM (25,6 %) et le FN (16,6 %).

Lors du premier tour, Emmanuel Macron, candidat du parti qu'il a confectionné à son service (EM!-LREM) est arrivé en tête avec près de 8,5 millions de voix, soit 24 % des suffrages exprimés. Macron l'emporte au premier tour chez les « cadres et professions intellectuelles supérieures » de l'INSEE avec 33 % de leurs votes (OpinionWay, 23 avril), distançant largement François Fillon (20 %), Jean-Luc Mélenchon (19 %) et Marine Le Pen (14 %). Macron l'emporte nettement chez les foyers gagnant plus de 3 000 euros : 36 % au premier tour devant Fillon : 26 % (BVA, 23 avril).

Au 2e tour, Macron a recueilli 20,7 millions de voix, soit 66,1 % des suffrages exprimés même si le « front républicain » a moins dupé qu'en 2002 : 17 % des électeurs du PS se sont abstenus au second tour, 27 % de ceux de LFI (IPSOS, 7 mai).

Cette élection a confirmé que les « fronts républicains » affichés aux élections ne gênent en rien l'implantation du parti fascisant, pas plus que « l'union nationale » de novembre 2015 allant du PCF au FN en passant par le PdG et LR. Le Pen a gagné 1,2 million de voix par rapport au premier tour de 2012 (7,6 millions de voix) puis gagné 3 millions supplémentaires entre les deux tours (10,6 millions de voix).

Le mythe du FN « parti du peuple »

Tous les grands partis bourgeois captent des voix des exploités et semi-exploités. En règle générale, l'idéologie dominante est celle de la classe dominante.

Le Pen, qui a grandi dans la richesse et qui a hérité d'un parti, se targue d'incarner le peuple. La plupart des intellectuels abondent en son sens : les ouvriers et les incultes seraient la base électorale du parti xénophobe. Comme si les travailleurs les plus qualifiés n'étaient pas aussi naïfs, en dépit de leurs diplômes, quand ils votent pour un représentant du grand capital comme Macron…

Le FN a capté une grande partie des votes de la petite-bourgeoisie traditionnelle (artisans, petits paysans, commerçants individuels, moins chez les professions libérales) qui donnaient autrefois leurs bulletins au parti gaulliste. Il y parvient aussi, toujours au détriment de LR, dans les couches idéologiquement arriérées des ouvriers et des employés (souvent des salariés de très petites ou de petites entreprises ou bien des zones rurales). 12,7 % des électeurs qui avaient voté Sarkozy au premier tour de 2012 ont choisi cette fois-ci Le Pen (OpinionWay, 23 avril).

48 % des électeurs « proches de la CFDT » ont voté Macron au premier tour mais 7 % seulement pour Le Pen (Harris, 24 avril). Par contre, 24 % des électeurs « proches de FO » et 15 % des « proches de la CGT »

auraient voté au premier tour pour Le Pen alors qu'ils n'étaient que 9 % des CGT en 2012 (Harris, 24 avril). Cependant, 53 % des SUD ont voté Mélenchon (plus 13 % pour Hamon et 3 % pour Poutou) ; 51 % des CGT pour Mélenchon (plus 13 % pour Hamon et 3 % pour Poutou) ; 43 % des FSU et 32 % des FO pour Mélenchon (Harris, 24 avril).

À sa fondation, la base du FN était réduite à la boutique, aux corps de répression, aux anciens colons d'Algérie et aux nostalgiques de Pétain. L'implantation populaire a été facilitée par le nationalisme exacerbé du PCF des années 1970 (campagne « produire français », attaques contre les immigrés), par l'expérience amère des gouvernements avec des ministres PS et PCF des années 1980 et 1990 (dont Mélenchon, ministre de 2000 à 2002).

Le FN l'emporte surtout dans les petites communes. Le « monde rural » a ainsi mis Le Pen en tête avec 23 % des suffrages exprimés, devant Macron : 21 %, Fillon : 19 % et Mélenchon : 18 % (IPSOS, 23 avril). Le constat est proche dans les villes de moins de 20 000 habitants : Le Pen obtient 25 %, Macron 23 %, Mélenchon 20 % et Fillon 17 %.

Dans les villes de plus de 100 000 habitants, Le Pen passe en quatrième position, derrière Macron, Fillon et Mélenchon. À Paris, Macron obtient 29 % des suffrages exprimés, Fillon 25 %, Mélenchon 19 % et Le Pen 14 %. À Lille, Mélenchon est premier avec 27 001 voix et 29,9 % des suffrages exprimés, nettement devant Le Pen (12 481 voix). Dans les quartiers populaires de la ville, le FN réalise entre 11,4 % et 20 %, contre 36 % à 45 % à LFI (*La Voix du Nord,* 24 avril). Par contre, les scores FN sont élevés dans les petites villes paupérisées du Nord, souvent d'anciens bastions PS : 40 % à Denain, 31,2 % à Maubeuge…

Mélenchon fait aussi bien que Le Pen (24 %) chez les électeurs dont le foyer gagne moins de 1 500 euros par mois (BVA, 23 avril). Chez les chômeurs qui ont voté, LFI l'emporte sur le FN : 31 % contre 26 % (IPSOS, 23 avril) ; de même chez les jeunes de 18 à 24 ans : 30 % pour LFI contre 21 % pour le FN.

Loin d'être « le » parti des ouvriers qui aurait pris la place du PCF des années 1940-1950, le FN reste, malgré une progression préoccupante, minoritaire dans la classe ouvrière comme le montrent quelques calculs à partir des votes et des sondages du premier tour.

Sachant que les chômeurs sont à 11 % de nationalité étrangère (INSEE, *Tableaux de l'économie française*, mars 2017), si on admet que les chômeurs français et majeurs sont 13 % à ne pas être inscrits (une sous-estimation car ils s'inscrivent moins que la moyenne des citoyens français), qu'ils ont voté blanc ou nul à raison de 2 % des inscrits (une sous-estimation) et que les chômeurs inscrits se sont abstenus à 27 %, sachant que Le Pen a obtenu 26 % des suffrages exprimés des chômeurs qui se sont exprimés, environ 14 % des chômeurs ont voté FN :

(89/100)*(87/100)*(71/100)*(26/100) = 14,2/100

De même, sachant que les « ouvriers » sont à plus de 10 % étrangers (INSEE), si on admet que les « ouvriers » français et majeurs sont 13 % à ne pas être inscrits, qu'ils ont voté blanc ou nul à 2 % (mêmes remarques que pour les chômeurs) et qu'ils se sont abstenus à 29 %, sachant que Le Pen a obtenu 37 % de leurs suffrages exprimés, moins de 16 % des ouvriers ont voté FN.

(90/100)*(87/100)*(69/100)*(29/100) = 15,6/100

Enfin, sachant que les « employés » sont à plus de 6 % de nationalité étrangère et en admettant, comme le disent les instituts de sondage qu'ils se sont abstenus à 29 %, qu'ils ont voté blanc ou nul à 2 % et que ceux qui ont voté pour un candidat l'ont fait à 32 % pour Le Pen, à peine 18 % des employés ont voté FN.

(94/100)*(87/100)*(69/100)*(32/100) = 18/100

Autour de 15 % au total, c'est trop. Néanmoins, on est loin d'une classe ouvrière ayant sombré massivement dans la xénophobie.

Conclusion

Pour contrer les partis bourgeois FN, LR et LREM, pour unir la classe ouvrière, il ne suffit pas de revendiquer la hausse des salaires et la baisse du temps de travail (Mélenchon, Hamon, Poutou, Arthaud), ni même l'interdiction des licenciements et « la réquisition » (Poutou, Arthaud). Les meilleurs slogans économiques, séparés de l'action politique du prolétariat, relèvent de « l'économisme », abêtissant, illusoire et impuissant.

Pour imposer de telles mesures, il faudra un gouvernement ouvrier reposant sur des conseils populaires et l'armement du peuple, capable de mener un plan de grands travaux socialement utiles. Il faudra un parti ouvrier révolutionnaire.

> *L'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe, ni de race. Les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédits, etc.)… L'appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat - organisée en parti politique distinct.* (*Programme du Parti ouvrier*, 1880)

27 mai 2017

Marche ou crève avec La Poste

Une situation insupportable pour les postiers



Après France Telecom-Orange, l'autre branche de l'ancienne administration des PTT, La Poste, connait à son tour une vague de suicides. Ses personnels, victimes de la surcharge de travail, de l'augmentation des cadences, de la pression commerciale, ont perdu leurs repères. La multiplication des petits chefs, les objectifs inatteignables, les promotions au profil, les mobilités contraintes, le harcèlement… ont généré un climat délétère qui provoque suicides, dépressions, arrêts maladie (en augmentation, y compris chez les non-fonctionnaires, les plus jeunes, a priori plus résistants). Les accidents du travail sont en augmentation et plus graves. Bref, il y a une souffrance au travail dans tous les services. Une situation que dénoncent aussi bien les syndicats de postiers que celui des médecins du travail ou que les cabinets d'expertise. À cela, il faut ajouter les salaires en berne (point d'indice gelé pendant 7 ans pour les fonctionnaires et augmentations dérisoires pour les contractuels). Une situation dans laquelle les salariés de nombreux autres secteurs peuvent se reconnaître, ceux des hôpitaux publics par exemple !

Pour les usagers, le service ne cesse de se dégrader : fermetures de bureaux, délais d'attente interminables au téléphone, retards de livraison (courrier et colis), etc.

Le grand capital veut en finir avec le service public et les statuts qui subsistent

Les objectifs que poursuit la bourgeoisie, c'est élargir la sphère du capital, en éclatant d'anciens services publics, en les transformant en entreprises, puis en les rentabilisant pour qu'elles produisent des marchandises (biens matériels ou services vendus sur le marché) et surtout du profit (en permettant de réaliser la plus-value résultant de l'exploitation de la force de travail). Ce besoin a été fort bien exposé dans le rapport de la Cour des comptes de décembre 2016 concernant La Poste en tant qu'entreprise encore détenue par l'État.

Ce rapport exhorte la direction de l'entreprise à accélérer les réformes nécessaires mais, conscient du danger que représente le personnel de cette ex-administration et déplorant que le rythme de transformation soit si *« fortement dépendant des relations sociales »*, il l'engage aussi à obtenir l'adhésion des personnels (c'est-à-dire l'aide des syndicats). Au passage, il salue la façon dont les dirigeants de La Poste ont géré la situation créée par *« le suicide de deux salariés sur leur lieu de travail en 2012 »* qui a *« catalysé une contestation… du rythme et de l'intensité des changements internes »*, en mettant en place une *« commission du Grand Dialogue »* qui a *« contribué à résoudre ce conflit mais qui s'est traduit par une pause dans les réorganisations industrielles et les réductions d'effectifs »*. La Cour *« appelle La Poste et ses actionnaires à accélérer les transformations en cours »* et à *« poursuivre résolument la décrue des effectifs et la réorganisation des deux réseaux que sont le réseau des bureaux de poste et celui d'acheminement du courrier et des colis »*, et incite l'entreprise à *« accentuer ses efforts de maîtrise des rémunérations »*. Enfin, le rapport de la Cour des comptes rappelle que *« les missions de service public confiées à La Poste sont le fruit d'une histoire et doivent pouvoir évoluer »*.

Parallèlement, la Banque postale privatisée en 2006 connaît des réorganisations continuelles et une diminution de ses effectifs. Ce secteur, qui a vu depuis une vingtaine d'années se mélanger activités bancaires et assurantielles, prévoit plusieurs dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

La direction de La Poste à la manoeuvre

Bonne élève, la direction de La Poste n'a pas attendu ce rapport pour bouleverser en profondeur l'organisation du travail à la distribution avec dès 2006, son projet « facteur d'avenir ». Les tournées ont été flexibilisées sous le terme de « sécabilité ». Les jours considérés comme étant de plus faible trafic (le lundi et le mardi) ou lorsqu'un salarié est absent, un certain nombre de tournées sont découpées et réparties sur les collègues présents. Par ailleurs, en anticipant tous les 18 ou 24 mois la baisse du volume de courrier attendue pour les années à venir, La Poste diminue par avance les effectifs.

Mais le zèle de la direction va encore plus loin, et aujourd'hui elle tente de récupérer les 20 minutes de pause sur le temps de travail auxquelles ont droit les facteurs (pour 6 h 30 de travail par jour, sur 6 jours). Elle envisage d'imposer une pause méridienne d'au moins 45 mn (une pause repas) qui serait ainsi hors temps de travail. Ce qui permettrait de supprimer 1 emploi sur 20.

Déjà, l'entreprise La Poste a supprimé l'équivalent de 18 emplois par jour entre 2013 et 2015. Sur la même période, ce sont 2 412 emplois qui ont été sup-

primés dans les centres financiers de La Banque Postale, soit 13 % des effectifs.

En 2016, 7 023 emplois (équivalent agent-année) ont été supprimés et soit 80 000 sur 10 ans. La précarité est en forte hausse : 3 355 CDD de plus en 2016 et une force de travail variable (heures supplémentaires, CDD, intérim) qui représente 12 % du volume des effectifs.

La Poste vient d'empocher 60 millions d'euros pour la distribution des plis électoraux. Ce surcroît de travail n'est plus automatiquement payé, alors que, jusqu'à présent, les facteurs étaient compensés en fonction du nombre et du poids des plis emportés. Selon SUD, cela équivaudrait à 750 euros économisés sur chaque facteur.

Les employés de La Poste ne travailleraient pas assez !

C'est du moins ce qu'on a entendu dans la primaire de « la droite » et dans « En marche ! ». C'est que le capitalisme français veut réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires, en finir avec leur statut, s'en prendre à leur régime de retraite en l'alignant sur celui des salariés du privé, reculer l'âge de la retraite pour tous (ce qui signifie en réalité amputer les revenus de tous ceux qui sont sortis de la vie active) et revenir aux 39 h (voire plus). Il n'est plus question pour le capital de laisser la moindre garantie à une quelconque catégorie de salariés, ce qui pourrait être un point d'appui pour d'autres. Il lui faut la précarité pour tous !

Le patron et les medias veulent faire croire qu'il n'y aurait plus assez de courrier et de colis pour occuper un nombre de postiers devenu pléthorique (voir tout le bruit fait autour des facteurs formés pour faire passer le permis de conduire).

À la distribution, les incessantes restructurations et réductions d'effectifs ont entraîné un allongement des tournées que de nombreux facteurs ne peuvent terminer dans les temps (sans que leurs heures supplémentaires soient payées) et que de nombreuses autres tournées restent à découvert (à tour de rôle). Pourtant, attachés à leur travail, nombreux sont les préposés qui embauchent avant l'heure.



Au service des colis, les tournées sont parfois si chargées que les collègues ne peuvent emporter tous les paquets dans leurs véhicules.

Dans le réseau des bureaux de poste où les automates les ont partiellement remplacés, les guichetiers sont devenus des commerciaux avec des objectifs à atteindre. À terme, une partie de ces lieux d'accueil du public devrait être externalisée tandis qu'une autre partie se verrait mutualisée avec d'autres administrations.

À la Banque postale, la spécialisation des centres de chèques (crédit, successions, RH, risque, réclamations, production, gestion) avec récupération d'emplois à la clé, l'externalisation de certaines activités et la transformation progressive en simple plate-forme téléphonique consacrée principalement à la vente (carte bancaires, assurance…), font qu'il devient de plus en plus difficile de traiter les réclamations et les demandes des usagers (devenus des « clients »). C'est la raison pour laquelle la direction a choisi de segmenter la « clientèle » selon sa « surface financière » et de ne plus s'occuper des plus pauvres. C'est aussi pourquoi elle doit recourir régulièrement à des CDD d'un, deux ou trois mois ou faire appel à de l'intérim pour résorber les retards. Partout, les procédures ont été simplifiées à l'extrême au mépris de la qualité du service.

Avec les suppressions de personnel et en tassant un peu ceux qui restent, La Poste peut, comme à Nantes chèques, récupérer des espaces et rapatrier d'autres services dans un même immeuble. Ce genre de rassemblement donnant naissance à un « village La Poste » permet de vendre, assez cher, les bijoux de famille. Ce doit être ce qu'on appelle le « conseil bancaire ».

La complicité des bureaucraties syndicales

L'aide apportée par les directions des fédérations syndicales est parfois directe, c'est le cas lors de chaque restructuration, de chaque attaque, de la CFDT depuis qu'elle a exclu ses « moutons noirs », mais c'est aussi parfois le cas de FO qui vient de ratifier en début d'année l'accord minoritaire conclu en fin d'année 2016 entre La Poste et la CGC, la CFTC et la CFDT, lui permettant d'obtenir les 30 % nécessaires à sa validation.

Les directions syndicales signataires invoquent l'embauche de 3 000 facteurs, mais l'accord ratifie en fait une baisse d'effectif (puisque ce sont 6 000 départs en retraite qui sont annoncés), cautionne le principe des réorganisations permanentes en mettant fin aux « réorganisations tous les deux ans », accepte la pause méridienne, entérine la flexibilisation des moyens de remplacement qui n'avait pas cours légal en la réglementant.

L'aide des directions syndicales est parfois moins directe, mais tout aussi efficace, par l'acceptation de la CGT et de SUD de négocier les plans contre les travailleurs, par le refus d'appeler à la grève générale, par la dispersion de la combativité par les « journées d'actions », les grèves sectorielles et éclatées. La complicité découle de la scandaleuse cogestion de l'entreprise par les bureaucraties syndicales : 2 représentants de la CGT, 2 CFDT, 2 SUD, 1 FO siègent (moyennant rémunération) au conseil d'administration du groupe.

> *Le conseil d'administration de La Poste est composé de 21 membres. Il définit la politique générale et les orientations de l'activité du groupe. (legroupe.laposte.fr/profil/la-gouvernance/le-conseil-d-administration)*

D'autres attaques se profilent, notamment concernant les horaires : les horaires variables là où ils existent, mais aussi la présence en soirée et le samedi pour ceux qui travaillent en plateforme téléphonique (comme à La Banque postale) ainsi que, comme ailleurs, sur la durée hebdomadaire du temps de travail. Les discussions ont commencé.

Pourtant, les salariés de la Poste ne sont pas résignés

Malgré les coups, les personnels ne sont pas résignés, en témoignent l'augmentation du nombre de journées de grève de 60,62 % en 2016 et les nombreuses luttes locales contre les suppressions d'emplois et pour les conditions de travail qui ont eu lieu, notamment à la distribution.

De même, avec les autres salariés, les postiers ont été présents dans la rue contre le projet de loi Hollande–El Khomri. Sollicités, les postiers répondaient présents, mais au fil du temps, les travailleurs de La Poste, comme ceux d'Orange, des hôpitaux, de la SNCF ou du privé, ont été démoralisés par les journées d'action impuissantes qui les ont conduits si souvent à la défaite.

La construction d'une authentique organisation révolutionnaire est nécessaire

Pour en finir avec la régression sociale, le chômage, la précarité, l'aggravation des conditions de travail, les salaires de misère, la baisse du pouvoir d'achat, le recul de l'âge de la retraite et la diminution des pensions, l'étranglement des services publics, il faut défendre les revendications ouvrières :

- augmentation uniforme de tous les salaires et salaire minimum à 1 800 euros…
- embauche de tous les chômeurs et diminution du temps de travail par le partage du travail entre toutes les mains ouvrières,
- contrôle des travailleurs et de la population sur la production, le transport et le crédit,
- expropriation des grands groupes capitalistes,
- autodéfense des grèves et des manifestations contre la police et les groupes fascistes,
- gouvernement des travailleurs.

Pour la poste et les télécommunications, il faut en particulier :

- levée des sanctions contre les militants syndicaux et réintégration de Yann Le Merrer et de Gaël Quirante,
- fin de la cogestion, pas d'administrateur syndical à la direction de La Poste et d'Orange,
- un seul service postal avec la réintégration des filiales, l'intégration des services privés de messagerie et de colis, avec un même statut pour les personnels, celui de fonctionnaire d'État,
- un seul service de télécommunications expropriant et unifiant les entreprises de téléphonie et d'Internet (Orange, Bouygues Telecom, Free, SFR-Altice, etc.), les hébergeurs de site, etc. avec un statut d'emploi garanti.

Mais ces revendications sont inacceptables pour la direction de la Poste, pour le grand capital français. Il faudra pour les imposer s'en prendre à lui, c'est à dire finalement l'exproprier et donc prendre le pouvoir. Pour mener la lutte des classes efficacement et jusqu'au bout, il est indispensable de construire un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, de rassembler dans les syndicats des fractions lutte de classe, de surmonter l'éclatement syndical par une seule confédération syndicale démocratique et classiste, d'imposer des AG qui décident vraiment et qui désignent des organes élus centralisés dans chaque ville, dans chaque département et à l'échelle nationale pour mener la lutte.

23 avril 2017



Cahier révolution communiste n° 16
brochure 2 euros
auprès des militants
3 euros par la poste

Adresse internationale du 1er mai pour la révolution socialiste mondiale

Le capitalisme a fait son temps

Le capitalisme est en déclin depuis qu'il est entré dans sa phase impérialiste. Cela s'est manifesté en Europe par la guerre de 1914 (à laquelle ont mis fin les révolutions russe de 1917 et allemande de 1918) et en Amérique par la crise économique de 1929.

L'environnement de l'espèce humaine se dégrade à cause de la recherche du profit qui est le moteur du capitalisme. Le climat est perturbé par l'émission des gaz à effet de serre (CO_2, CH_4…). La nature sert de dépotoir au capital, de multiples pollutions évitables affectent la santé des humains. Des espèces disparaissent chaque année. Les grands groupes capitalistes accaparent des terres agricoles et minières au détriment des paysans travailleurs et de l'environnement.

La crise capitaliste a frappé à l'échelle mondiale en 2007-2009. Des crises plus localisées affectent le Brésil, l'Argentine, la Russie… La Grèce s'enfonce dans la dépression. La reprise mondiale de 2009 s'est faite au détriment des exploités, les gouvernements et les banques centrales ayant sauvé, dans chaque pays et chacun pour soi, leurs grands groupes financiers et industriels. Les capitalistes, leurs États, avec la complicité des partis « réformistes » et des bureaucraties syndicales ont intensifié le travail, précarisé l'emploi, flexibilisé les salaires et le temps de travail, diminué les prestations sociales, ajouté l'exploitation par les loyers et les intérêts bancaires à celle sur les lieux de travail.

Faute de destruction du capital significative, la croissance économique est faible, les échanges internationaux ont cessé de s'intensifier (ils croissent moins vite que la production), le chômage mondial augmente (l'emploi croit moins vite que la population active), la spéculation financière perdure. Si la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens…) grossit en nombre, la part des salaires dans la production baisse et les inégalités s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres. Même les pays capitalistes les plus avancés rejettent durablement une partie de leur population de l'emploi, ferment leurs frontières aux migrants, sont incapables d'assurer un toit à tous. Des centaines de millions de personnes s'entassent dans la misère et l'incertitude dans les camps de réfugiés des pays dominés, dans les bidonvilles et les favelas de leurs métropoles.

La subordination militaire aux États-Unis (OTAN), la pression de la Russie sur l'Ukraine, l'étranglement de la Grèce par les bourgeoisies allemande et française, la sortie de la Grande-Bretagne, la fronde des États d'Europe centrale fragilisent l'Union européenne. Les bourgeoisies européennes se révèlent incapables, comme le marxisme l'avait prévu voici un siècle, d'unifier pacifiquement l'Europe.

Le capitalisme mène à la barbarie

Les rivalités entre puissances impérialistes s'intensifient : les États-Unis s'appuient sur leur supériorité militaire pour tenter de conserver l'hégémonie alors que la Russie leur résiste et que la Chine veut un repartage du monde. Les États espionnent leur population et rognent les libertés démocratiques. Les budgets militaires et les achats d'armement explosent et les États dotés de l'arme nucléaire se multiplient (Pakistan, Israël…). Le nouvel impérialisme chinois militarise la mer de Chine contre les vieux impérialismes japonais et américain. Les puissances occidentales et russe s'affrontent indirectement en Ukraine et en Syrie.

Israël, avec l'appui des États-Unis, étrangle les « territoires » de la Palestine qui lui échappent, détruit régulièrement la bande de Gaza et étend la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem. La guerre ravage toujours l'Ukraine, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak et le Yémen. La famine touche le Nigeria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen. Des dizaines de millions de personnes sont déplacées dans leur pays, des millions tentent d'en échapper au péril de leur vie (des centaines meurent chaque année à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, des milliers en mer Méditerranée…). Les migrants illégaux sont partout réduits à la surexploitation, voire à l'esclavage.

Partout, la classe dominante cherche des exutoires à la précarité et à la misère que sa domination engendre en désignant comme boucs émissaires les réfugiés, les travailleurs originaires d'autres pays, les minorités ethniques ou religieuses. Les élections de Trump aux États-Unis, après celles de Duterte aux Philippines et d'Orbán en Hongrie, illustrent la montée généralisée du protectionnisme et de la xénophobie.

La perspective du socialisme a reculé dans les masses, à cause de l'oppression des travailleurs dans les États qui se prétendaient socialistes (de Cuba de Fidel Castro au Cambodge de Pol Pot) et de la restauration du capitalisme opérée en 1989-1993 (en Europe centrale, en Russie, en Chine, au Vietnam…) par les bureaucraties usurpatrices et privilégiées qui se prétendaient communistes.

Dans tous les pays, l'obscurantisme revient en force dans l'idéologie et la politique, en particulier sous la forme du fondamentalisme religieux. Cette régression s'opère au détriment de la recherche scientifique, des autres religions et des athées, des droits des femmes, de la liberté sexuelle, du patrimoine archéologique, de la création artistique, de l'enseignement… Partout, des mouvements politiques nationalistes, xénophobes, fondamentalistes ou fascistes menacent le mouvement ou-

vrier, les libertés démocratiques et les minorités ethniques, religieuses et sexuelles.

Dans le monde, des millions de femmes sont excisées, mariées contre leur gré, violées et assassinées ; y compris dans les pays les plus avancés, le droit à l'avortement est incomplet et menacé.

Pour le socialisme mondial

Pourtant, l'état des sciences et des techniques ainsi que les moyens de production et de transport permettraient de satisfaire les besoins élémentaires de toute l'humanité. Les rapports de production capitalistes, après avoir permis le développement des forces productives grâce à l'industrialisation et à l'internationalisation, sont devenus un frein.

Heureusement, le capitalisme a engendré aussi une nouvelle classe révolutionnaire. La classe des travailleurs contraints de vendre leur force de travail au capital est la seule capable aujourd'hui de lever les obstacles au progrès historique et de mener la transition à un mode de production supérieur, le socialisme-communisme, où les producteurs associés, maîtres des moyens de production, définiront à l'avance la création et la répartition des richesses.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire

La classe ouvrière des ouvriers, des employés et des techniciens doit prendre la tête de toutes les classes intermédiaires et semi-exploitées (paysans, fonctionnaires, cadres, revendeurs, etc.) et de tous les opprimés de la société pour arracher le pouvoir à la minorité des capitalistes.

La classe dominante n'est pas seulement représentée par ses partis et les organisations patronales. Elle repose sur la propriété des entreprises et des médias de masse. Sa domination est renforcée par l'État, le système scolaire et universitaire, le clergé, les économistes libéraux ou keynésiens. Par conséquent, il faut exproprier le grand capital et détruire l'État pour en venir à bout.

En disposant du surproduit social et de l'État, la bourgeoisie a réussi à corrompre et intégrer les appareils des organisations de masse de la classe ouvrière. Les appareils syndicaux acceptent de négocier les attaques contre les acquis antérieurs des salariés et ils n'y opposent que des simulacres de résistance comme les appels aux élus des partis bourgeois ou les grèves d'une seule journée. Les partis ouvriers bourgeois d'origine travailliste, social-démocrate ou stalinienne font croire que l'État bourgeois peut gérer le capitalisme et être mis au service des travailleurs. Mais quand ils accèdent au gouvernement, ils défendent le capital national au détriment du travail et ils renforcent l'appareil répressif de l'État bourgeois (SACP en Afrique du Sud, Syriza en Grèce, PT au Brésil, PS en France, SPD en Allemagne, SPÖ en Autriche, PS en Belgique, PSC et PCC au Chili…). Par conséquent, la victoire de la révolution impose de combattre et déjouer le rôle des agences de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Or, les courants centristes (qui n'ont pas dépassé le mao-stalinisme ou qui révisent le programme léniniste-trotskyste) refusent de combattre les bureaucraties « réformistes » politiques et syndicales.

Les sociaux-patriotes et les centristes, quand ils avancent des revendications, les séparent de l'essentiel du programme communiste. Les opportunistes redoutent ce qui permettrait d'arracher les revendications et de garantir les conquêtes : la grève générale, la constitution et la centralisation d'organes de lutte ouvrière et populaire, l'autodéfense contre la police et les fascistes, la destruction de l'appareil répressif d'État, la dictature du prolétariat.

Aucune élection ou référendum ne peut suffire à la majorité pour prendre le pouvoir à la minorité. Autrement dit, il faut une révolution sociale menée par les travailleuses et les travailleurs comme la Commune de Paris en 1871 et les soviets de Russie en 1917. L'insurrection sera d'autant moins coûteuse pour les masses, la phase de transition au socialisme (la dictature du prolétariat) sera d'autant plus courte et démocratique que les exploités seront déterminés et que les exploiteurs seront isolés internationalement.

La leçon positive de la révolution de Russie de 1917 (et négative des révolutions de Tunisie, d'Égypte, de Syrie de 2010-2012) est qu'il faut que la classe ouvrière en prenne la tête. Pour cela, elle a besoin d'une stratégie, d'un programme, d'un parti. Il faut renouer avec le marxisme, reconstruire une internationale communiste, rassembler dans chaque pays l'avant-garde et en faire un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, liant toute lutte des exploités et des opprimés à la perspective du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de son État, de la prise du pouvoir par les producteurs.

Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous :

Fermeture de toutes les bases impérialistes ! Arrêt des interventions militaires au Mali, au Yémen, en Syrie, en Irak ! À bas les manoeuvres militaires américaines contre la Corée du Nord ! Liberté de circulation et d'établissement des réfugiés, des travailleurs et des étudiants !

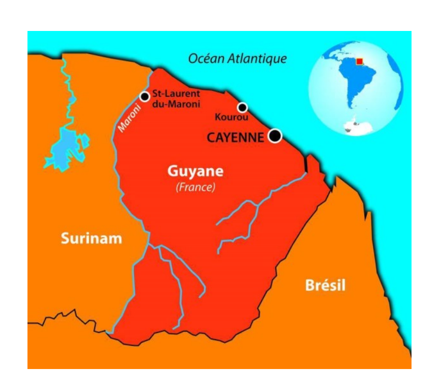
Ni libéralisme, ni étatisme ! Ni protectionnisme, ni libre-échange ! Expropriation des grands propriétaires fonciers et des groupes capitalistes ! Plan de production décidé par toute la population !

Défense des libertés démocratiques ! Droit pour les nationalités opprimées de se séparer ! Séparation complète de la religion et de l'État ! Désarmement des corps de répression et licenciement de l'armée professionnelle !

Indépendance des syndicats d'avec l'État et les partis bourgeois ! Création d'organes démocratiques de lutte ! Gouvernement des travailleurs basé sur ces organes dans chaque pays ! Fédération socialiste mondiale !

1er mai 2017
Collectif révolution permanente
Patronsuz Dünya / Turquie
Tendência Marxista-Leninista / Brésil

La collaboration de classes a phagocyté la grève générale en **Guyane**



L'accord signé le 21 avril

Le *Kolèktif pou la Gwiyann Dékolé* (*Collectif pour que la Guyane décolle*), les quatre parlementaires guyanais, les présidents de la collectivité territoriale et de l'association des maires ont ratifié, sous l'égide du préfet représentant le gouvernement Hollande, un accord qui a mis fin au mouvement entamé le 16 mars.

Le document intègre « *le plan d'urgence* » de 1,86 milliard d'euros adopté en conseil des ministres le 5 avril qui avait été rejeté par les grévistes, comme très insuffisant. Quant aux 2,1 milliards d'euros de mesures réclamées supplémentaires, les signataires ont accepté de s'asseoir dessus en paraphant qu'un jour c'est sûr, la question serait étudiée…

> *L'État s'engage à ce que ces mesures fassent sans délai l'objet d'un examen prioritaire… pour programmer un plan additionnel d'investissement et de fonctionnement.* (*Le Monde*, 24 avril 2017)

Par contre, la « *zone franche sociale et fiscale* » négociée par les patrons, sur dix ans pour les entreprises jusqu'à 50 salariés (et au-delà si 51 % détenus par des personnes physiques) sera inscrite dans la loi lors de la prochaine session parlementaire :

- exonérations de cotisations jusqu'à 2,8 SMIC tout de suite, puis jusqu'à 4 000 euros mensuels, dans tout le secteur privé, quelle que soit l'activité ;
- aucun impôt sur les bénéfices, sans limite de montant, si investissement dans l'entreprise pendant 5 ans ;
- exonération de taxes sur la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la cotisation foncière des entreprises et les taxes sur le foncier bâti et non bâti.

Ces cadeaux au patronat renforcent le capital contre le travail, comme d'autres mesures du « *plan d'urgence* » : augmentation du contingent de policiers et de gendarmes, construction d'une cité judiciaire à Cayenne et d'une prison à Saint-Laurent-du-Maroni. Ils ponctionnent la Sécurité sociale, s'opèrent au détriment des immenses besoins en matière de santé, d'instruction, de logement, de transports publics qui ont légitimement motivé l'explosion de colère.

Une colonie baptisée département

Un taux de pauvreté à 44 %, un taux de chômage des jeunes à 50 % (22 % pour l'ensemble de la population), une mortalité infantile trois fois supérieure à la moyenne nationale, quatre fois plus de bénéficiaire du RSA et de la CMU-C qu'en métropole, des prix à la consommation supérieurs de 12 % (jusqu'à 45 % pour les produits alimentaires, essentiellement importés), des milliers d'enfants non scolarisés, 40 % d'illettrisme, 12 % de détenteurs du bac, une absence d'eau potable pour 20 % de la population, en particulier la plus discriminée (Amérindiens et Businenge que l'administration française classait en « *primitifs* » jusqu'au recensement de 1961 et excluait de toute citoyenneté), un accès chaotique à l'électricité sur une bonne partie du territoire, un taux de suicide entre 10 et 20 fois supérieur à la moyenne française… La population laborieuse de Guyane continue de payer les conséquences de l'exploitation coloniale (esclavage, pillage des ressources minières, du bois, liquidation de l'agriculture vivrière…) et de la survie du mode de production capitaliste (chômage de masse, violence due au pourrissement de pans entiers de la société livrés à la drogue, organisation de la pénurie dans les services publics de santé, surprofits générés par le lancement de satellites qui engraissent une minorité quand la majorité manque même du nécessaire).

Elle s'est massivement mobilisée, cinq semaines durant, pour l'amélioration de ses conditions d'existence, mais n'a pu imposer la défense de ses seuls intérêts qui ont été dilués et trahis dans la « *défense de la Guyane* ».

Le prolétariat n'a jamais dirigé le mouvement

Alors que la grande majorité des salariés, des chômeurs, des jeunes en formation, des paysans travailleurs ou petits commerçants a participé à la grève générale et aux blocages, a tenu les piquets, les barrages, elle a été expulsée de la direction du mouvement, ce que manifeste l'absence de revendications ouvrières affirmées contre les prétentions patronales à baisser la valeur de la force de travail, à diviser les prolétaires du fait de l'ethnie ou de la nationalité. La force de la classe ouvrière de Guyane a été contenue par l'alliance entre les organisations patronales et la direction de l'UTG (Union des travailleurs guyanais qui réunit 37 syndicats). Elle a été enchaînée au *Kolèktif*

d'union nationale qui a servi à masquer les classes antagoniques et les intérêts diamétralement opposés des patrons guyanais et des ouvriers guyanais qu'ils exploitent. Il comprenait le Medef, la FNSEA, des élus locaux de Rassemblement Guyane (lié à LR), l'UTG et les « *500 frères contre la délinquance* ». Cette milice bourgeoise qui ne dit pas son nom, cagoulée et entièrement masculine, composée de membres de « services de sécurité » publique et privée dont le porte-parole est un flic, demandait l'éradication des squats, la suspension de l'asile politique, le renvoi dans leur pays des détenus étrangers, la transformation de l'hôpital de St Laurent en hôpital international pour que les enfants qui y naissent ne soient plus enregistrés comme nés sur le territoire français et donc éligibles à la nationalité française, le maintien sur place des gendarmes mobiles affectés en renfort, plus de commissariats et de prisons.

Les directions des syndicats de l'UGT, ni aucune organisation politique, n'ont appelé les grévistes sur les lieux de travail et d'études, leurs soutiens dans les villes et les villages à élire leurs propres représentants, seule façon de faire entendre les revendications ouvrières. Ils ont été laissés aux mains des « socioprofessionnels » et des flics masqués. Les collectifs que les travailleurs, les chômeurs, les petits paysans, les lycéens ont spontanément constitués sont restés fermés sur eux-mêmes, non coordonnés, sans capacité d'évincer ceux qui se sont servis de la mobilisation populaire pour négocier à leur profit avec le gouvernement.

Quand les parlementaires remis en selle et le *Kolèktif* ont signé l'accord du 21 avril, ils ont aussi signé la fin du mouvement, sans se préoccuper de savoir si ceux qui ont été parmi les initiateurs de la grève avaient obtenu satisfaction. Ainsi, les travailleurs d'EDF et du Centre hospitalier Andrée Rosemon (CHAR), à Cayenne, qui n'ont rien obtenu, se retrouvent aujourd'hui seuls face à leurs directions.

Même s'il n'a jamais perdu la main, le Medef local n'a pas beaucoup aimé la puissance de la grève générale, les manifestations de dizaines de milliers (une première en Guyane), le refus plusieurs fois imposé du protocole Hollande-Bareigts ; visiblement, la direction de l'UGT non plus qui pousse les travailleurs sur des voies sans issue, loin des méthodes de luttes ouvrières :

> *À Cayenne, le porte-parole du collectif, Davy Rimane, s'est félicité de l'accord. « On a réussi à ce que le protocole paraisse au journal officiel. Maintenant on pourra travailler avec ce document et aller en justice si on n'est pas satisfaits », a-t-il expliqué.* (*Le Kotidien*, 3 mai 2017)

Agent de la collaboration de classes, la direction de l'UGT se prépare à participer aux états généraux dont l'objectif sera évidemment de « faire décoller » les profits en Guyane et donc de ne pas répondre aux revendications ouvrières, pour en finir avec le chômage, pour l'augmentation des salaires contre la vie chère, pour l'amélioration des conditions de travail, pour que le droit à l'instruction et à la santé soit garanti, pour un hébergement décent pour tous, pour l'égalité de traitement entre tous ceux qui veulent vivre sur ce coin de Terre.

> *Les élus, le collectif et l'État conviennent de l'élaboration, à venir, du projet Guyane issus des états généraux qui portera des ambitions à plus long terme pour la Guyane.* (*Le Monde*, 24 avril 2017)

Heureusement, le sort d'un Guyanais va peut-être s'améliorer grandement : Davy Rimane, secrétaire général de l'UGT, se présente aux élections législatives, « *sans étiquette* »…

Pour l'indépendance de la classe ouvrière

Le prolétariat en Guyane a montré sa détermination, sa capacité à se rassembler, à faire grève et à manifester ; il n'est pas responsable de l'impasse dans laquelle les bureaucraties syndicales et les nationalistes petits-bourgeois l'ont coincé, en protection du capital et du gouvernement à son service.

En militant pour la rupture des organisations ouvrières avec le patronat et l'État bourgeois, à commencer par le boycott des états généraux, pour la transformation des comités encore actifs en véritables outils de la lutte ouvrière, les travailleurs et les jeunes les plus conscients peuvent se regrouper pour construire la direction politique qui a fait défaut.

Le GMI et le CoReP saluent leur combat et leur proposent de les aider dans cette tâche, pour le pouvoir des travailleurs.

24 mai 2017



Avec Trump, la bourgeoisie des États-Unis se dispose sur un nouvel axe

La bourgeoisie américaine ne peut plus continuer comme avant



L'élection de Trump a été indirectement le produit de la crise de la bourgeoisie américaine sur le terrain économique. En 2016, le taux de croissance des États-Unis n'a pas dépassé 1,6 % au lieu de 2,6 % en 2015, son déficit commercial avec la Chine atteint 350 milliards de dollars. Depuis la consolidation de la crise de 2008, la croissance américaine est certes continue, mais molle, loin des taux de croissance antérieurs à 4 % ou 5 %. Cette situation économique incertaine est allée de pair avec la poursuite de l'érosion des positions de la première puissance impérialiste mondiale, obligée de composer avec les interventions d'autres puissances, comme en Syrie.

Plus directement, l'élection de Trump a exprimé la crise de la représentation politique de la bourgeoisie américaine, traditionnellement partagée entre le Parti républicain et le Parti démocrate, dont les directions étaient usées l'une comme l'autre, d'où l'apparition aux primaires de candidats qui leur étaient hostiles, le vieux démocrate de gauche Sanders d'un côté (même si Clinton l'avait emporté) et le capitaliste Trump de l'autre. Républicain lui-même, c'est pourtant contre l'appareil et les caciques du Parti républicain que Trump s'est imposé, en promettant sur une ligne populiste, protectionniste et xénophobe, antichinoise et prorusse, de « rendre sa grandeur à l'Amérique ».

Brouillon, incohérent, imprévisible, Trump a donné et donne encore des sueurs froides à la bourgeoisie américaine qui n'a de cesse de le domestiquer, de le canaliser, en essayant d'utiliser au mieux ses dispositions réactionnaires et son inculture crasse.

Et elle y parvient par la pression des grands groupes capitalistes (bien représentés au gouvernement), des hauts fonctionnaires de Washington (qu'il vitupérait durant la campagne électorale) et de l'état-major. Mieux même, elle le tient désormais en laisse : les multiples casseroles que Trump a tôt fait de laisser trainer derrière lui, depuis ses liens troubles d'affairiste avec la Russie, ses démêlés avec les enquêtes du FBI sur son compte, l'implication de sa famille et de son entourage dans diverses opérations juteuses à l'ombre du pouvoir, tout cela, loin de faire de Trump le président antisystème, en fait au contraire son obligé. Le président s'est donc coulé dans le moule de l'aile droite du Parti républicain.

Le protectionnisme à l'épreuve des faits

Moins d'une semaine après son installation, Trump dénonçait le traité transpacifique TPP, censé contenir l'influence grandissante de la Chine dans cette région du monde, au grand dam des alliés des EU, comme le Japon ou l'Australie. Ce qui permettait à la Chine de se présenter en championne du libre-échange au forum de Davos qui suivait de peu cette annonce… Trump déclarait également qu'il voulait dénoncer le traité de l'Alena supprimant les barrières douanières entre les EU, le Canada et le Mexique. Pour Trump, ce traité aurait entrainé la délocalisation de millions d'emplois au Mexique. Mais ce sont bien les capitalistes étasuniens, notamment dans l'automobile, qui ont profité ainsi de la main-d'oeuvre meilleur marché au Mexique, pour y faire monter leurs voitures et les revendre ensuite aux EU.

Si Trump a le soutien dans cette affaire d'une partie des démocrates comme de l'AFL-CIO du côté syndical, il se heurte donc en même temps aux intérêts d'une fraction notable de la bourgeoisie américaine. Plus généralement, le protectionnisme n'est pas l'option des secteurs décisifs de la bourgeoisie, celle des grands groupes capitalistes transnationaux, pas plus aux EU qu'en France, en Allemagne et même au Royaume-Uni. La dénonciation du traité s'est donc transformée en rediscussion du traité. Montant au créneau, le sénateur républicain McCain a prévenu des « conséquences désastreuses » pour les EU que pourraient entrainer la révision du traité. Quant au Canada, dont les exportations de bois aux EU viennent d'être taxées de 20 % et dont le constructeur d'avions Bombardier est accusé de vendre à perte aux EU, celui-ci est bien décidé à défendre ses industries et le Premier ministre canadien a rappelé que le Canada constituait le premier marché pour les exportateurs étasuniens. À bon entendeur, salut !

Tout pour les capitalistes !

Autre exemple du polissage des prétentions populistes de Trump, la réforme fiscale est devenue parfaitement conforme aux intérêts de la bourgeoisie : elle réduit le nombre de tranches d'imposition pour les ménages de 7 à 3 en plafonnant le taux d'impôt maximal à 35 % au lieu de 39,6 %, elle baisse le taux maximal sur les grandes entreprises de 35 % à 15 %, l'un des plus bas de l'OCDE, et elle institue de larges déductions fiscales en cas de rapatriement aux EU des bénéfices faits à l'étranger ! Là encore, les intérêts supérieurs de la grande bourgeoisie ont parlé et les taxes aux frontières pour les entreprises américaines délocalisées et rapatriant leur production aux EU, dont Trump avait fait grand cas dans sa campagne, ont été finalement écartées.

Tout aussi significatif, le démantèlement des mesures de protection de l'environnement, présenté soi-disant

pour défendre l'emploi des mineurs de charbon, mais dont les mines ne sont de toute façon plus rentables, qui laisse en réalité libre cours à toutes les compagnies pétrolières !

Trump avait juré d'en finir avec l'Obamacare, système de santé qui assure une couverture médicale à des millions d'américains grâce au financement des compagnies d'assurance par l'argent public, mais il s'est une première fois cassé les dents au Congrès, se heurtant aux démocrates, mais aussi à une partie des républicains, les uns le jugeant trop timide et les autres trop hardi. Des milliers de travailleurs et de jeunes s'étaient rassemblés devant les permanences des membres du Congrès pour les dissuader de voter avec Trump. Cependant, un deuxième texte, à peine édulcoré, vient de passer de justesse au Congrès. Rétablissant une liste de maladies ou d'affections préexistantes permettant aux assurances privées de refuser leur concours, il pourrait aboutir, s'il est également voté au Sénat, à priver de couverture plus de 14 millions d'Américains. Le système n'est donc pas démantelé mais les compagnies d'assurance n'assureront plus que les bien-portants.

La pression sur les immigrés illégaux

Trump avait promis de construire un mur sur la frontière mexicaine pour lutter contre l'immigration clandestine et garanti que cela ferait disparaître le trafic de drogue. Mais le financement de ce mur, estimé entre 12 et 15 milliards de dollars, n'a pas franchi la barre du Congrès dans la loi budgétaire pour clôturer 2017.

Au-delà des questions de coûts et des oppositions nombreuses d'ordre démocratique et humanitaire, une raison plus prosaïque a contribué à repousser ce projet aux calendes grecques : nombre d'entreprises américaines, essentiellement de construction ou agricoles, utilisent à leur profit la main-d'oeuvre illégale, donc sans droit, qui traverse la frontière mexicaine. Il y a environ 11 millions de travailleurs illégaux aux EU, dont un peu plus de la moitié sont d'origine mexicaine. En Californie, par exemple, 40 % des travailleurs agricoles, 14 % des travailleurs dans le secteur de la construction sont des immigrés illégaux. Ainsi, si Trump n'a pas son mur, il est parvenu à accentuer la pression sur les immigrés illégaux en intimant l'ordre à la police de les traquer partout, même s'ils sont installés et travaillent depuis des années aux EU. Il lui sera évidemment impossible d'expulser les 11 millions d'illégaux comme il l'a promis dans sa campagne, mais la peur qu'il sème divise le prolétariat et rend cette fraction de la classe ouvrière encore plus fragile, taillable et corvéable à merci. C'est tout bénéfice pour la bourgeoisie.

Le militarisme impérialiste aux commandes

Et il en va ainsi de nombre d'initiatives, de déclarations tonitruantes de Trump qui soit se perdent dans les sables, soit sont redimensionnées par l'appareil politique de l'Etat bourgeois américain pour s'ajuster aux nécessités de la classe capitaliste entière et surtout du grand capital. L'affirmation de la puissance militaire et la réactivation des alliances stratégiques en font partie. Ainsi, le décret interdisant l'entrée de voyageurs comme de réfugiés en provenance de pays à majorité musulmane comme la Libye, l'Iran, l'Irak, le Soudan, etc. a-t-il été immédiatement bloqué. Les protestations massives contre ce décret ont bien sûr joué leur rôle, mais sans doute aussi en coulisses la nécessité de ménager l'Irak et de faire des affaires au Proche-Orient.

À peine installé, Trump qui prétendait que les EU ne joueraient plus au gendarme du monde, a lâché la bride à ses généraux qui ont lancé plusieurs opérations, discrètement ou de manière retentissante, en Somalie, au Yémen en soutien à l'Arabie Saoudite, en Afghanistan où la plus grosse bombe conventionnelle jamais utilisée à été larguée, en Syrie avec le bombardement de près de 60 missiles de croisières, à 1,5 million de dollars pièce, en envoyant enfin un porte-avion et son escorte croiser en direction de la Corée du nord, tout ceci avec l'appui explicite ou tacite du Parti démocrate. Trump a d'ailleurs proposé « une hausse historique » des crédits militaires pour 2018 avec une augmentation de 9 %, soit 54 milliards de dollars, compensée par une baisse équivalente de tous les engagements et programmes d'aides internationales des EU.

Ce militarisme croissant trouve son prolongement dans les choix diplomatiques que vient d'affirmer Trump en abandonnant la fiction ONU de deux États sur le territoire de la Palestine pour laisser les mains encore plus libres à la bourgeoisie israélienne, en décidant d'appuyer sans retenue aucune la monarchie réactionnaire d'Arabie Saoudite, engendrant au passage d'énormes contrats de fournitures militaires. En remettant l'Iran au centre de « l'axe du mal », en soutenant totalement la politique de colonisation d'Israël contre les Palestiniens, en menaçant enfin la Corée du nord d'une possible intervention militaire, Trump signifie que la bourgeoisie américaine se prépare à utiliser à nouveau sa puissance militaire pour affirmer sa place.

Pour un parti révolutionnaire aux États-Unis

L'arrivée de Trump au pouvoir a immédiatement déclenché de puissantes manifestations de protestation, en défense des immigrés, des minorités, des femmes, de l'environnement, de la couverture médicale, du droit aux études etc., témoignant d'une potentialité de combat de la jeunesse et de fractions de la classe ouvrière. Mais c'est le Parti démocrate qui, pour l'essentiel, tire les ficelles, ouvertement ou indirectement. Le parti bourgeois continue à dominer les grands syndicats et les confédérations. La stalinisation du parti communiste à la fin des années 1920 et la destruction politique de la section américaine de la 4e Internationale à la fin des années 1950 n'ont pas été surmontées et lui laissent les mains libres. Bernie Sanders, sans rompre avec le Parti démocrate, car il vise à le redres-

ser, a créé son propre mouvement, « Our Revolution », dont l'objectif, bien loin de toute révolution, est de « réclamer la démocratie au nom de tous les travailleurs... ».

Face aux menaces de guerre impérialiste, aux multiples attaques contre les travailleurs et les jeunes dans tous les domaines, économique, social, des libertés publiques, de l'environnement etc. la classe ouvrière et la jeunesse des EU ont plus que jamais besoin d'un parti révolutionnaire qui brise leur dépendance avec la bourgeoisie américaine qu'entretiennent le Parti démocrate, ses divers satellites, les directions syndicales. Ce parti ordonnerait tous les luttes pour les revendications ouvrières comme pour les libertés démocratiques et le respect des Noirs, autour du combat pour en finir avec capitalisme, pour un gouvernement ouvrier, pour la destruction de l'État bourgeois, pour les États-Unis socialistes de toute l'Amérique. Contre le militarisme et les immixtions incessantes à l'étranger, contre la xénophobie et le racisme, le drapeau de ce parti doit être celui de la solidarité ouvrière et de l'internationalisme.

25 mai 2017

Persécution étatique des homosexuels en **Tchétchénie**

Le 16 mai, trois associations LGBTI ont déposé une plainte devant la Cour pénale internationale pour génocide contre Ramzan Kadyrov, président de la Tchétchénie qui fait partie de l'État russe.

Le journal russe *Novaïa Gazeta* (6 journalistes assassinés depuis 2000) a révélé, à partir des informations recueillies par des associations sur place, qu'au moins 100 personnes avaient été arrêtées pour homosexualité et 3 étaient mortes dans les 6 prisons secrètes. Ceux qui sont suspects d'homosexualité sont arrêtés et torturés pour donner d'autres noms. Les policiers incitent les familles à assassiner elles-mêmes leurs membres homosexuels pour « laver leur honneur ». Évidemment, une police qui procède ainsi envers une minorité sexuelle fait régner la terreur dans toute la population et le gouvernement qui la commande interdit toute organisation ouvrière et même toute opposition politique.

Le journal russe explique clairement qu'il s'agit d'une épuration planifiée par le pouvoir tchétchène et cite les noms de quelques responsables comme le président du Parlement tchétchène et le chef de la police d'Argoun. Kadyrov nie l'épuration en affirmant que dans son pays les homosexuels « n'existent pas », son porte parole va plus loin en précisant que *« s'il y avait de telles personnes en Tchétchénie, les forces de l'ordre n'auraient aucun problème avec elles puisque leurs proches les auraient déjà envoyées dans des endroits d'où personne ne revient ».* Kheda Saratova, à la tête du prétendu Conseil des droits de l'homme en Tchétchénie, relaie cet appel à la population : *« Dans notre société tchétchène, toute personne qui respecte nos traditions et notre culture traquera ce type de personne sans avoir besoin de l'aide des autorités, et emploiera tous les moyens nécessaires pour que ce type de personne n'existe pas dans notre société. »*

Même Alan Duncan, sous-ministre britannique aux Affaires étrangères, affirme avoir eu accès à des informations rapportant que le gouvernement tchétchène souhaitait éliminer tous les homosexuels du pays d'ici la fin mai, dans ce qu'ils nomment un « nettoyage préventif ».

Bien que peu médiatisés, ces événements ont forcé le Kremlin à ouvrir une enquête officielle, confiée à Moskalkova, déléguée pour les droits de l'homme de la Douma (parlement fédéral)... et homophobe notoire. Cette générale de police, qui fut nommée par Poutine en avril 2016 au moment où il réduisait drastiquement le peu de libertés démocratique dans le pays, a qualifié ces exactions de « rumeurs » véhiculées par des personnes à l'« orientation sexuelle non traditionnelle ».

En 2013, la Douma a voté une loi interdisant la « propagande homosexuelle » permettant au pouvoir d'interdire toute manifestation et de réprimer les associations LGBT. Les milieux conservateurs et l'Église orthodoxe trouvant cette loi trop timorée font pression pour une interdiction totale. Poutine, dont la police s'illustre régulièrement par la violence avec laquelle elle réprime les manifestations féministes et homosexuelles, soutient le tyran qu'il a placé à la tête de la Tchétchénie en 2007 et affirme que les accusations visant Kadyrov ne sont en rien confirmées. Le gouvernement russe explique n'avoir reçu aucune plainte officielle, alors que dans le même temps il réprime violemment les rassemblements de soutien à Moscou (le 11 mai) et à Saint-Pétersbourg (le 1er mai) et fait arrêter les manifestants. Les rafles, la torture, les exécutions dans des camps, l'appel à la population à prendre part aux exécutions sommaires, sont des méthodes identiques à celles de Daech que Poutine dit combattre en Syrie.

L'intolérance religieuse, la xénophobie, la misogynie et l'homophobie suintent du vieux monde. Partout, les organisations ouvrières doivent prendre position, défendre les libertés démocratiques, prendre la tête de la lutte contre les discriminations, pour unir les travailleurs et pour ouvrir la voie à une société où chacune et chacun pourra s'épanouir librement.

30 mai 2017

La recolonisation brutale du **Brésil**



Avec le coup d'État l'impérialisme nord-américain est en train de recoloniser le Brésil de façon brutale en massacrant la population opprimée et en détruisant l'industrie nationale.

Chaque jour le plan yankee est plus clair, il vise à détruire complètement le pays, à transformer le Brésil en une terre ravagée, à l'exemple ce qui est fait en Palestine avec l'enclave sioniste et terroriste d'Israël, ou en Irak et en Lybie, ce qui signifiera pour le peuple brésilien la recolonisation et l'esclavage.

Avec l'aide du PSDB-DEM-PMDB, l'impérialisme étasunien est en train d'aller bien au-delà du « Plan un pont pour le futur » de Michel Temer car en plus d'attaquer les travailleurs et la majorité opprimée du pays, en annonçant la fin des programmes sociaux, la fin de la sécurité sociale, la fin du droit du travail, la fin du système de santé, la privatisation des aéroports, des banques et du pétrole (Petrobrás, Pré-sal), de la forêt amazonienne, de l'eau, il est en train de détruire totalement le parc industriel du Brésil, surtout ses branches les plus importantes et celles qui sont consacrées à l'exportation comme l'industrie de la viande, l'industrie nucléaire, l'industrie navale, ce qui prouve que l'impérialisme n'admet pas la moindre concurrence à la domination de ses monopoles, avec les réactions qui en résultent, comme les guerres.

D'autres entreprises importantes et stratégiques pour le pays comme la poste continuent d'être détruites. Il manque à présent des facteurs pour distribuer le courrier, mais aussi des fonctionnaires administratifs. Au matin du 18 mars la station de radio CBN de São Paulo affirmait que par endroits des courriers n'ont pas été livrés, tandis que d'autres ne le sont qu'un jour sur deux.

Le Brésil a été détruit – et il continue de l'être – de manière systématique par les putschistes avec le démantèlement du programme nucléaire, de l'industrie navale, à l'aide de la farce de l'opération *Lava Jato* (opération mains propres), en passant par la barbarie des maisons d'arrêt, les émeutes réactionnaires des polices militaires dans les États, avec plus de 200 assassinats début 2017, l'aggravation du génocide de la population pauvre et noire des quartiers périphériques des villes, l'amplification des carnages perpétrés par la police militaire de l'État de São Paulo entraînée et armée jusqu'aux dents par l'enclave sioniste et terroriste d'Israël.

En outre, en raison de la destruction du système de santé publique (Sistema Único de Saúde), la population brésilienne court le risque d'être décimée par le retour des épidémies de fièvre jaune, de choléra, de coqueluche, sans parler de la dengue, du chikungunya, du zika… La population même s'en est déjà rendu compte et elle commence à désespérer.

La bourgeoisie nationale qui a soutenu le récent coup d'État est à présent attaquée à son tour, elle se trouve totalement incapable de réagir.

L'impérialisme américain et les secteurs serviles de la bourgeoisie nationale (PSDB-DEM) sont confrontés à une impasse car ils ont l'intention de retirer Michel Temer du pouvoir mais ils n'ont pas l'assurance d'y parvenir, tout ceci dans l'objectif de transformer le plus rapidement le Brésil en un territoire ravagé, en réponse aux intérêts des États-Unis.

Seule la classe ouvrière, en conduisant les paysans pauvres et les étudiants, pourra faire face à l'impérialisme et à la bourgeoisie servile, mais pour cela il est fondamental que les organisations de masse comme le PT, la CUT, le MST et le UNE rompent avec la politique de conciliation et de collaboration de classe qui paralyse la lutte pour le renversement des putschistes, en encourageant l'action directe des masses, en créant des comités d'auto-défense, des milices ouvrières et populaires à partir des syndicats, en convoquant un congrès de la base de la classe ouvrière à São Paulo, avec des délégués de base élus dans les États de la fédération, en vue de chercher une alternative pour les travailleurs, un gouvernement ouvrier et paysan.

21 mars 2017
Tendência Marxista-Leninista

pour suivre l'actualité
groupemarxiste.info
pour prendre contact avec le GMI
groupe.marxiste.inter@gmail.com

La Révolution russe de février 1917

Au cours du XIXe siècle, la monarchie absolue des Romanov est le fer de lance de la réaction en Europe. En 1867, Marx et Engels commencent à nouer des liens avec des révolutionnaires russes. En 1871, Engels et lui collaborent lors de la Commune de Paris avec Elizaveta Dmitriev. Marx se met à apprendre le russe. En 1881, Marx n'exclut pas que la Russie puisse parvenir au socialisme en s'appuyant sur la révolution à l'ouest de l'Europe sans passer par le mode de production capitaliste.

Mais l'histoire en décide autrement et la Russie devient capitaliste, comme l'établit Lénine en 1889 (*Le Développement du capitalisme en Russie*).

Les différentes conceptions de la révolution russe

En 1914, dans l'empire de Nicolas II, l'Internationale ouvrière reconnait deux partis polonais : PSP et SDKP ainsi que deux russes (dont un divisé en deux fractions) : PSR, POSDR Menchevik, POSDR Bolchevik.

Les populistes du Parti socialiste-révolutionnaire sont les héritiers des « narodniks » du XIXe siècle (un courant socialiste petit-bourgeois radical influencé par Herzen, Tchernychevski, Lavrov) qui pensaient pouvoir passer directement au socialisme en jetant à bas le tsarisme (l'affaire de l'intelligentsia révolutionnaire) et en misant sur le « mir » (la communauté paysanne traditionnelle qui gérait collectivement des terres du village). Le PSR, plus soucieux d'action que de théorie (un peu comme les antifas contemporains), prétendait que la paysannerie et l'intelligentsia étaient aussi révolutionnaires que le prolétariat. Les attaques physiques contre la dynastie, les ministres et les chefs de la police fragiliseraient le régime et montreraient la voie aux masses amorphes.

> *Avant tout, le congrès juge indispensable de renforcer la terreur politique centralisée.* (1er congrès du PSR, *Résolution sur la tactique générale*, 1901, Jacques Baynac, *Les Socialistes-révolutionnaires*, 1979, Laffont, p. 315)

Le groupe social-démocrate Émancipation du travail émergea à la fin du XIXe siècle de la rupture avec le populisme d'anciens « narodniks » gagnés au marxisme (Axelrod, Deutsch, Plekhanov, Zassoulitch…). Il affirmait que la Russie était déjà capitaliste et que la force révolutionnaire déterminante était désormais la classe ouvrière en dépit de sa taille réduite dans la formation sociale.


Zinoviev (à gauche) Lénine (à droite)

> *Le groupe Libération du travail s'assigne pour mission la propagande du socialisme moderne en Russie et la préparation de la classe ouvrière en vue d'un mouvement politique et social conscient.* (Groupe Émancipation du travail, *Programme*, 1884, Gheorghi Plekhanov, *Archive internet des marxistes*)

Sous cette influence, le Parti ouvrier social-démocrate est constitué en Russie en 1898 mais rapidement démantelé par la répression. Il est reconstitué en 1903 autour du journal national *Iskra* fondé en 1900 par Lénine, Martov et Plekhanov. Le POSDR scissionne en 1903, se réunifie en 1906, se fracture de nouveau en 1912 entre « bolcheviks » (majoritaires) et « mencheviks » (minoritaires), chaque fraction ayant des débats internes vifs.

À la veille de la révolution de 1917, les mencheviks du POSDR-Comité d'organisation expliquent que, dans l'immédiat, puisque les tâches sont celle d'une révolution bourgeoise, la révolution russe ne peurra être qu'une révolution dirigée par la bourgeoisie, en tout cas ses fractions les plus avancées (« libérale » au sens de démocratique). La bourgeoisie sera la classe dominante durant toute une étape historique qui permettra de préparer la révolution socialiste. Il en découle que l'activité clandestine était secondaire.

> *Les mencheviks élaborèrent une doctrine de travail de la sociale-démocratie qui subsista de manière quasi-générale parmi leurs partisans… La révolution amorcée en 1905 ne fut jamais accomplie. Elle était dans son essence une révolution démocratique bourgeoise. Elle avait échoué parce qu'un régime démocratique bourgeois ne s'en était pas dégagé. La raison essentielle de cet échec avait été que les partis libéraux bourgeois ne s'étaient pas révélés assez forts pour pousser la révolution jusqu'à son terme logique en prenant le pouvoir.* (Leonard Schapiro, *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, 1960, Gallimard, p. 129)

Les bolcheviks du POSDR-Comité central, à l'épreuve de la Révolution de 1905, guidés par la circulaire de 1850 de Marx et Engels à la Ligue des communistes, ont vérifié le pronostic du noyau de l'*Iskra* : la bourgeoisie russe, faible, inconsistante, dépendant d'ailleurs de la grande propriété foncière, du capital étranger, est incapable de réaliser les tâches historiques qui logiquement lui revenaient.

> *Nulle part plus que chez nous la bourgeoisie n'a fait preuve au cours de la révolution bourgeoise d'une telle brutalité réactionnaire, agi en alliance aussi étroite avec le vieux régime... Puisse notre prolétariat retirer de la révolution bourgeoise russe un triple regain de haine envers la bourgeoisie et la volonté décuplée de la combattre.* (Lénine, *Notes d'un publiciste,* 22 août 1907, *OEuvres,* Progrès, t. 13, p. 72)

Pour le Parti bolchevik, le renversement du tsarisme et l'établissement d'une république démocratique, ne peuvent être l'oeuvre que de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Leur perspective est la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, un gouvernement révolutionnaire capable d'accomplir les tâches de la révolution bourgeoise malgré la bourgeoisie, sans pourtant entreprendre prématurément les tâches de la révolution prolétarienne.

Ce dernier aspect est contesté par Trotsky. Après l'expérience de 1905, sous l'appellation de « révolution permanente », l'ancien président du soviet de Petrograd affirme, comme Lénine, que seul le prolétariat et la paysannerie pouvent accomplir les tâches démocratiques. Mais il ajoute que le prolétariat ne pouvait combattre que par ses propres méthodes, sur son propre terrain, en fonction de ses propres intérêts, et qu'il sera par là-même amené à entamer la révolution prolétarienne. Il n'y aura pas d'étape séparée, prolongée, historique, de démocratie bourgeoise en Russie mais, tout au contraire, un mouvement ininterrompu, permanent. Ainsi, la réalisation des tâches démocratiques héritées du passé entraînera nécessairement l'accession au pouvoir du prolétariat. Le prolétariat ne peut prendre le pouvoir qu'à son propre compte, c'est-à-dire en entamant la révolution socialiste, en portant la hache dans la propriété privée des moyens de production, dans les fondements mêmes de la domination de la bourgeoisie. Sous peine de renversement par la réaction européenne, la révolution russe devra s'étendre internationalement.

La faiblesse de Trotsky est de tourner le dos à la construction de l'instrument de la révolution ininterrompue, le parti ouvrier révolutionnaire. En effet, durant toute la période entre 1905 et 1914, même s'il a rompu avec la fraction menchevik, Trotsky prêche, comme Luxemburg et la direction de l'Internationale ouvrière, la réunification du POSDR. Par conséquent, il voit, comme eux, « l'intransigeance » de Lénine comme un obstacle dans la voie de la reconstitution d'un seul parti pour la classe ouvrière. Il réclame en fait l'unité de ceux qui freinent la classe ouvrière pour ne pas effrayer la bourgeoisie démocratique, libérale, et de ceux qui préconisent l'insurrection ouvrière pour liquider le tsarisme. À partir de 1914, il se rapprocha du Parti bolchevik.

Le maillon faible de la chaîne impérialiste

La guerre inter-impérialiste de 1914 est l'expression la plus nette du déclin du capitalisme, qu'il ne peut plus assurer le développement progressiste de l'humanité. La victoire du prolétariat russe dirigé par le Parti bolchevik en octobre 1917 marque le début de la révolution socialiste internationale qui constitue la réponse positive à la barbarie.

L'empire des Romanov est la plus faible des grandes puissances européennes qui ont déclenché la guerre (Russie, Autriche-Hongrie, France, Grande-Bretagne, Allemagne). Néanmoins, elle est un impérialisme abritant des grandes entreprises capitalistes modernes, exerçant son oppression sur toutes les minorités nationales de l'État tsariste russe. La Russie reste, par d'autres traits, un pays semi-colonial dans lequel se multiplient les investissements du capitalisme étranger. Lorsqu'éclate la première guerre mondiale, elle est gouvernée par une monarchie autocratique débile et corrompue. Le problème agraire n'y est pas résolu, les tâches accomplies au XVIIIe siècle par les grandes révolutions bourgeoises, en Grande-Bretagne, aux États-Unis d'Amérique et en France, sont à l'agenda. Mais la bourgeoisie russe apparaît elle-même comme un avorton, incapable de réaliser les tâches historiques qui, du point de vue de leur contenu social, seraient normalement les siennes. Cet ensemble de facteurs, qui a déjà conduit à la révolution de 1905, mène en Russie –dans les conditions de la guerre impérialiste mondiale– à une situation explosive.

La classe ouvrière russe est le produit du développement du capitalisme international. Elle saute certaines étapes de la constitution séculaire de la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe occidentale. Il y aura très vite concentration dans des centres industriels. Qui plus est, ses formes de lutte (grève générale, soviets, insurrection...) sont parmi les plus avancées du monde lors de la Révolution de 1905, dans laquelle se trempent deux organisations communistes (le terme employé à l'époque, malgré l'avis de Marx et d'Engels, était « social-démocrate ») : la SDKP polonaise et la fraction bolchevik du POSDR russe.

> *Grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques et batailles de rue, combats de barricade, toutes ces formes de lutte se croisent...* (Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat,* 1906, *OEuvres*, Maspero, t. 1, p. 119)

À partir du moment où les armées russes subissent défaite sur défaite, où les millions de travailleurs, paysans et ouvriers mobilisés font l'expérience de l'incurie de l'administration tsariste et de l'état-major, à partir du moment où le prolétariat recommence à



Pravda (*Vérité*), organe du Parti bolchevik

agir, mûrit une crise qui mettra en jeu l'existence du tsarisme et, à travers le développement de la lutte des classes, l'existence même de la domination de la bourgeoisie dans ce pays.

Lénine, peu avant que la révolution, souligne que l'empire est le « maillon le plus faible » de la chaîne impérialiste.

> *On rencontre très souvent des Occidentaux qui parlent de la Révolution russe comme si les événements, les rapports, les moyens de lutte de ce pays arriéré étaient très peu comparables à ceux de l'Europe occidentale et ne pouvaient guère par conséquent avoir une portée tant soit peu pratique. Rien de plus erroné que cette opinion. Certes les formes et les mobiles des luttes prochaines de la révolution européenne de demain différeront à maints égards des formes de notre révolution ; mais la Révolution russe n'en reste pas moins, précisément de par son caractère prolétarien, le prélude de l'imminente révolution européenne. Nul doute que celle-ci ne puisse être qu'une révolution prolétarienne, et cela dans un sens encore plus profond du mot, une révolution prolétarienne socialiste par son contenu également. Cette révolution qui approche montrera avec encore plus d'ampleur, d'une part que seuls des combats acharnés, à savoir des guerres civiles, peuvent affranchir l'humanité du joug du capital ; et d'autre part que seuls les prolétaires ayant une conscience de classe développée peuvent intervenir et interviendront en qualité de chefs de l'immense majorité des exploités... De même qu'en 1905 le peuple de Russie, conduit par le prolétariat, se souleva contre le gouvernement du tsar afin de conquérir une république démocratique, de même on verra dans les années à venir, par suite de cette guerre de brigandage, les peuples d'Europe se soulever sous la conduite du prolétariat contre le pouvoir du capital financier, contre les grandes banques, contre les capitalistes, et ces bouleversements ne pourront se terminer que par l'expropriation de la bourgeoisie et la victoire du socialisme.* (Lénine, *Rapport sur la révolution de 1905,* janvier 1917, *OEuvres,* Progrès, t. 23, p. 276-277)

À partir de 1914, la révolution à venir n'est donc pas comprise par Lénine comme une révolution seulement démocratique d'un pays arriéré placé en dehors de l'histoire générale du monde, elle est au contraire intégrée à la perspective de la révolution socialiste mondiale. En Russie, se concentrent en effet toutes les contradictions du développement de l'impérialisme.

> *Si la question agraire, héritage de la barbarie de l'histoire ancienne de la Russie, avait reçu sa solution de la bourgeoisie, le prolétariat russe ne serait jamais parvenu à prendre le pouvoir en 1917. Pour que se fonde un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuels de deux facteurs de nature historique tout à fait différente : une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930, Seuil, t. 1, p. 89)

Le Parti bolchevik pour la transformation de la guerre en révolution

En 1914, l'Internationale ouvrière (2e Internationale) comporte 3,4 millions de membres. Elle s'oppose aux menaces de guerre mais s'effondre une fois qu'elle éclate en août [voir *Révolution communiste* n° 8].

Dans les pays belligérants, la plupart des organisations ouvrières capitulent devant « l'union sacrée » [voir *Révolution communiste* n° 9]. Les députés du parti phare de l'Internationale ouvrière, le SPD allemand, votent les crédits de guerre ; Kaustky, le théoricien incontesté du marxisme (sauf par Luxemburg à partir de 1910) et le principal dirigeant de l'Internationale d'avant 1914, refuse de condamner cette trahison. Les anarchistes Guillaume, Malato, Grave et Kropotkine se rallient à la République française ; le secrétaire de la CGT anarcho-syndicaliste Jouhaux crée, avec le cardinal Amette et le monarchiste Maurras, un « Comité de secours national » le jour des obsèques du socialiste pacifiste Jaurès assassiné par un nationaliste ; les dirigeants du PS-SFIO Sembat, Guesde et Cachin entrent au service du gouvernement bourgeois et belliciste Viviani. Par contre, vu que le tsarisme inflige plus de répression qu'il n'offre de postes et d'honneurs, les directions des trois partis affiliés à l'IO, le PSR (populiste, terroriste, antimarxiste), le POSDR Menchevik (officiellement marxiste, opportuniste) et le POSDR Bolchevik (viscéralement marxiste) s'opposent à la guerre. Néanmoins, le PSR et le Parti menchevik hébergent des sociaux-patriotes.

Plus fermement que la fraction de Luxemburg, Zetkin et Liebknecht fils au sein du SPD allemand (groupe Die Internationale puis Spartakusbund) et que la fraction intermédiaire de Trotsky au sein du POSDR russe (courant Nache Slovo puis organisation Interrayons), le POSDR Bolchevik affirme dès 1914 son opposition à la guerre, la nécessité de la retourner contre la bourgeoisie mondiale (en considérant que la défaite de la propre bourgeoise créerait les meilleures conditions de son renversement).

> *Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la 2e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité*

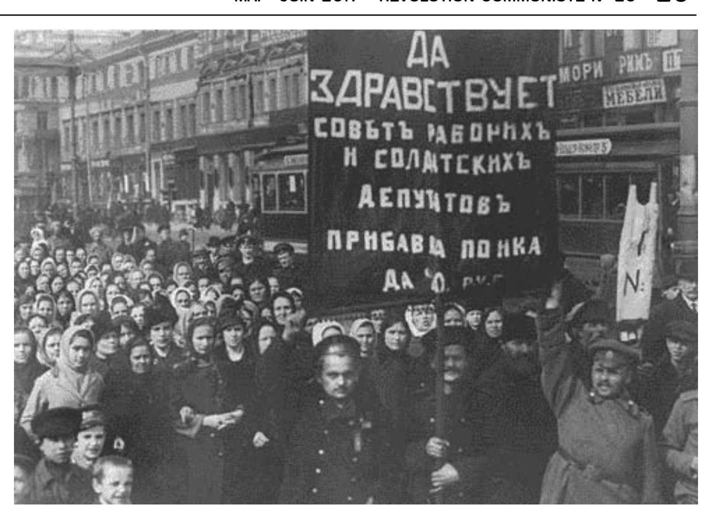
> *de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le « Manifeste du parti communiste », que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables.* (POSDR Bolchevik, *Les Tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne*, 6 septembre 1914, Lénine, *Œuvres,* Progrès, t. 21, p. 10)

Par conséquent, il en déduit qu'il faut pour cette tâche des partis délimités des sociaux-impérialistes et des « centristes » qui se proposent de restaurer l'unité avec eux, de fonder une nouvelle internationale [voir *Révolution communiste* n° 11].

Le rôle décisif du Parti bolchevik et en particulier de Lénine est dû à la délimitation en 1883 de la première équipe marxiste autour de Plekhanov (le groupe Émancipation du travail, en liaison avec Marx et Engels) des « populistes » terroristes (qui combinent l'anarchisme à base paysanne à une forme de nationalisme russe) ; à la naissance du POSDR dans le creuset de l'Internationale qui lui permet de devenir effectivement le parti ouvrier de l'empire. Le Parti bolchevik émerge du combat fractionnel de 1903 contre la minorité menchevik (de Martov et Dan rejointe par Trotsky et Plekhanov) qui refuse la règle majoritaire du POSDR, puis de sa participation résolue à la révolution de 1905 qui, si elle n'aboutit pas à la victoire, la prépare. Le bilan de 1905 sépare définitivement le Parti menchevik (qui regrette d'avoir participé à l'insurrection qui a effrayé la bourgeoisie libérale) et le Parti bolchevik (qui rejette toute subordination à la bourgeoise même quand elle s'oppose en paroles à la monarchie absolue).

Lénine participe au Bureau socialiste international, la direction de l'Internationale ouvrière de 1908 à 1911. À partir de 1914, il fournit un effort théorique inouï sur la la philosophie (dialectique), les transformations du capitalisme (impérialisme), les causes du « réformisme » (aristocratie ouvrière, bureaucratie ouvrière), la question nationale et l'État. Cet effort théorique porte ses fruits dans l'orientation internationaliste du Parti bolchevik, avec la création de la Gauche de Zimmerwald et au cours de la révolution russe.

Face à l'extension de la guerre (Italie, Turquie, États-Unis, etc.) et sa prolongation inattendue, dans les pays



neutres et même les belligérants, une partie du mouvement ouvrier relève la tête. Il se retrouve à l'occasion des conférences de femmes socialistes et de jeunes socialistes [voir *Révolution communiste* n° 13]. Une première conférence socialiste internationale se tient en 1915 à Zimmerwald [voir *Révolution communiste* n° 14], une deuxième à Kiental en 1916 [voir *Révolution communiste* n° 21]. Néanmoins, la majorité du mouvement de Zimmerwald reste pacifiste et conciliatrice à l'égard des traitres. Lénine (PODSR Bolchevik de Russie), Radek (SDKP Roslamowcy de Pologne) et Zinoviev (POSDR Bolchevik) animent la Gauche de Zimmerwald qui veut préparer la révolution socialiste pour mettre fin à la guerre et construire une internationale ouvrière révolutionnaire.

Le renversement du tsarisme par les travailleurs

Le 9 janvier 1917 (calendrier russe de l'époque), anniversaire du déclenchement de la Révolution de 1905, est marqué par des manifestations et par des grèves. Parallèlement, le régime tsariste se décompose de plus en plus. Des fractions de la bourgeoisie, et même des fractions de l'aristocratie, de l'état-major, essaient d'enrayer cette crise politique en tentant de procéder à une révolution de Palais par l'assassinat de Raspoutine. Elles tentent de procéder à des réformes et par là-même tendent encore plus tous les antagonismes sociaux.

D'autre part, face à la combativité ouvrière, la bourgeoisie russe est amenée à réagir. Le 18 février (3 mars calendrier occidental), la direction de l'entreprise d'armements Poutilov prend une décision qui sera lourde de conséquences : elle ferme sans salaire (lock-out) une des plus grandes usines de Petrograd, la capitale de l'époque (aujourd'hui St Petersburg). En riposte, l'agitation se poursuit presque sans interruption.

Le 23 février (8 mars calendrier occidental) est la journée internationale de lutte des femmes contre la guerre décidée par la Conférence socialiste des femmes. Des manifestations sont prévues à cette occasion, mais la direction du Parti bolchevik à Petrograd n'estime pas opportun de lancer un mot d'ordre de

grève. Elle pense qu'il faut s'en tenir aux manifestations. Les ouvrières du textile se mettent en grève et envoient des délégations aux sites de la métallurgie pour qu'ils se joignent au mouvement.

> *La révolution de février fut déclenchée par des éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires, et l'initiative fut prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres, les femmes travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, se trouvaient nombre de femmes de soldat.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930, Seuil, t. 1, p. 144)

Le 25 février (10 mars calendrier occidental), deux jours après, la grève générale paralyse Petrograd et s'étend à Moscou. La police et la troupe tirent sur les manifestants le 26 février (11 mars) mais, alors qu'en 1905 l'armée, essentiellement composée de recrues paysannes, avait obéi aux officiers et ouvert le feu sur les ouvriers, cette fois-ci, les détachements passent un par un du côté de la population.

> *Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une autodéfinition aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie eût été impossible ; de même, il eût été impossible de définir l'attitude de ces classes les unes envers les autres et envers la monarchie tsariste, attitude qui s'est révélée durant les 8 jours de la révolution de février-mars 1917… Il a fallu des tournants particulièrement brusques pour qu'à l'un de ces tournants le chariot de la monarchie des Romanov éclaboussée de sang et de boue puisse verser du premier coup. Ce régisseur tout-puissant, ce vigoureux accélérateur, ce fut la guerre impérialiste mondiale.* (Lénine, *Lettres de loin*, 8 mars 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 326)

Ainsi, le pays le plus arriéré politiquement de l'Europe, celui dans lequel la police politique semblait régner en maître, devient d'un coup le pays le plus démocratique. Les prisonniers politiques sont libérés par milliers, la presse de toutes les tendances paraît au grand jour, les travailleurs s'organisent dans leurs entreprises et dans les quartiers, la police disparait des rues de la capitale et la troupe y fraternise avec les ouvriers.

Le paradoxe de février

Le 27 février (12 mars calendrier occidental), les représentants politiques des classes exploiteuses du parlement croupion (Douma) tentent de sauver la propriété privée et de reconfigurer l'État bourgeois en proclamant un « Comité provisoire des membres de la Douma ». Or, ce jour-là se constitue une alternative, le soviet de Petrograd.

Tous les partis qui se réclament du socialisme ont constitué le soviet de Petrograd puis le « Comité exécutif provisoire du soviet des députés ouvriers de Petrograd ». La classe ouvrière veut renouer avec les conseils de travailleurs (soviets). Cependant, alors qu'en 1905 les soviets avaient été l'aboutissement de la maturation révolutionnaire du prolétariat, en 1917, le soviet de Petrograd, dans un premier temps, est formé par le haut ; il n'est pas alors composé de délégués des travailleurs en lutte, des délégués de ceux qui ont participé aux journées d'affrontement avec la police entre le 23 et le 27 février (8-12 mars au calendrier occidental), mais plutôt par des dirigeants des syndicats, du POSDR Menchevik et du PSR. Ils jouissent d'ailleurs d'un très grand prestige puisque, fréquemment, ils sortent tout juste de prison pour venir former ce Comité exécutif. Le contrôle des masses est, au départ, réduit par le mode de désignation des membres du soviet.

> *Alors que le nouveau pouvoir révolutionnaire se constituait avec une vitesse fabuleuse et une force irrésistible, les socialistes qui se trouvaient à la tête du Soviet jetaient autour d'eux des regards inquiets, cherchant un véritable patron. Ils estimaient tout naturel que la pouvoir passât à la bourgeoisie.* (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* 1930, Seuil, t. 1, p. 203)

Le soir même, les chefs opportunistes du PSR et du Parti menchevik, au nom du Comité exécutif provisoire du soviet, vont trouver les politiciens bourgeois qui ne sont pour rien dans le renversement du tsarisme et les prient de constituer un gouvernement qu'ils assurent de leur soutien. Dès le lendemain, ceux-ci forment un « gouvernement provisoire » dirigé par le prince Lvov et composé de ministres « octobristes » (Union du 17 octobre, un parti bourgeois monarchiste), « cadets » (Parti constitutionnel-démocrate, un parti bourgeois libéral) et « troudoviks » (Parti du travail, une scission de droite du Parti socialiste-révolutionnaire).

> *Ce gouvernement où Milioukov et les autres cadets siègent plutôt à titre décoratif, pour la façade, pour prononcer de suaves et doctes discours, tandis que le travailliste Kerenski joue le rôle d'un baladin pour duper les ouvriers et les paysans, ce gouvernement-là ne groupe pas des gens pris au hasard. Il est constitué par les représentants d'une nouvelle classe parvenue au pouvoir politique en Russie, la classe des grands propriétaires fonciers capitalistes et de la bourgeoisie, qui dirige depuis longtemps notre pays sur le plan économique et qui, lors de la révolution de 1905-1907 comme au cours de la contre-révolution de 1907-1914, et enfin, avec une rapidité toute particulière, pendant la guerre de 1914-1917, s'est très vite organisée sur le plan politique en s'assurant la haute main sur les organes d'auto-administration locale, sur l'instruction publique, les congrès de tout genre, la Douma, les comités des industries de guerre, etc. Cette classe nouvelle avait presque complètement accédé au pouvoir au début*

de 1917 ; c'est pourquoi, dès les premiers coups portés au tsarisme, celui-ci s'est effondré, laissant la place à la bourgeoisie. (Lénine, *Lettres de loin*, 8 mars 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 331-332)

Le double pouvoir

L'insurrection de février est victorieuse grâce à la combinaison du mouvement prolétarien –les grèves, les manifestations– et du mouvement paysan sous la forme du passage des soldats à l'insurrection, au contraire de la révolution de 1905. Avec les soldats, nombre de cadres moyens, sous-officiers, officiers en partie, sont passés à l'insurrection. Il ne s'agit pas des vieux officiers de l'armée tsariste ; c'étaient des étudiants, des fonctionnaires, des petits-bourgeois, qui ont été recrutés au titre du service militaire obligatoire et qui approuvent les revendications démocratiques. Ces gens-là, majoritairement, ont rejoint le Parti socialiste-révolutionnaire correspondant aux aspirations de la paysannerie et, pour une moindre part, le Parti menchevik, mais très peu le Parti bolchevik. Cette couche « réformiste » était plus mince en Russie qu'en Europe occidentale parce que le régime employait plus la répression que la corruption. Mais elle croit son heure venue.

Le POSDR Bolchevik était majoritaire dans la classe ouvrière des grandes villes en 1914, devant le POSDR Menchevik. Durant la guerre, la répression le frappa en priorité. En février 1917, dans les petites villes, la scission entre mencheviks et bolcheviks n'est pas consommée. Les campagnes, où la majorité de la population vivait, connait surtout le PSR. Les couches inexpérimentées (les nouveaux ouvriers, les paysans sous l'uniforme, les ouvriers des petites villes, les paysans) éprouvent du mal à différencier les trois partis « socialistes ».

Le parti ouvrier révolutionnaire n'est pas isolé car il s'agit d'un parti de masse (autant que le permet la semi-clandestinité), construit bien avant le début de la révolution de 1917, détenant une autorité politique sur l'avant-garde ouvrière des grandes villes. D'ailleurs, les militants, les cadres du POSDR Bolchevik jouent un rôle prédominant pendant les journées de février. Mais le parti est alors en minorité dans les larges masses et même dans les soviets qui renaissent.

Lénine, encore en exil, est plutôt en harmonie avec la direction clandestine en Russie (Chliapnikov, Molotov, Zaloutski). Plus que jamais, il défend ce qui faisait déjà partie du programme minimum de 1903 du POSDR, l'armement du peuple.

La seule garantie de la liberté et de la destruction complète du tsarisme réside dans l'armement du prolétariat, dans la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force du Soviet des députés ouvriers. Tout le reste n'est que phrases et mensonges, aveuglement volontaire des politiciens du camp libéral ou radical, manoeuvre frauduleuse. (Lénine, *Lettres de loin*, 8 mars 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 334)

Lénine s'oppose à tout soutien au gouvernement provisoire.

Le prolétariat ne peut ni ne doit souvenir un gouvernement de guerre, un gouvernement de restauration… Il faut organiser, élargir et affermir une milice prolétarienne, armer le peuple sous la direction des ouvriers. (Lénine, *Lettres de loin*, 9 mars 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 344)

Les problèmes de la révolution russe ne peuvent pas être séparés des problèmes internationaux. Les soviets resurgissent dans une situation où la Russie est l'une des composantes de la guerre impérialiste, où la bourgeoisie russe, avec puis sans le tsar, livre cette guerre aux côtés des impérialismes français et anglais. C'est par rapport à ce problème fondamental de la guerre, de l'acceptation de « l'union sacrée », que se noue l'alliance contre-révolutionnaire avec la bourgeoisie, alliance qui aboutit à ce que le premier acte de ces dirigeants soit de déposer aux pieds de la bourgeoisie russe le pouvoir que les masses leur remettent. C'est le paradoxe de février.

Pourtant, sous la pression des ouvriers, le soviet de Petrograd commence à agir comme un gouvernement. Le 1er mars, il prend son premier arrêté (*Prikaz* n° 1) qui porte sur un élément essentiel de l'appareil d'État, l'armée. Il proclame que désormais les mouvements de troupes, la situation faite aux soldats, relèvent du soviet. La situation fait naître une tension entre les aspirations des masses telles qu'elles se sont exprimées dans le soulèvement de février et le résultat de l'orientation politique de deux partis qui parlent en leur nom, la formation d'un gouvernement bourgeois. Face à face, se dressent deux embryons d'État antagonistes qui correspondent à des classes différentes. Cette dualité de pouvoirs ne peut être que provisoire.

15 mai 2017



▼ *Cahier révolution communiste* n° 15

▲ *Cahier révolution communiste* n° 7
chaque brochure 2 euros
auprès des militants
ou 3 euros par la poste

ABC du marxisme **L'internationalisme**



En 2016, les bureaucraties syndicales de la CGT et de FO, plus leurs adjoints du PCF, du PdG, du POID, du PRCF… proclament, avec DIF et le FN, que le référendum britannique de 2016 constitue une victoire. En 2017, Mélenchon fait entonner *La Marseillaise*, agiter le drapeau tricolore, comme Dupont-Aignan, Fillon et Macron ; son nouveau parti LFI prône le protectionnisme et le retour au franc, comme le FN. De telles positions tournent le dos à l'internationalisme prolétarien.

Le capitalisme est né des échanges internationaux du XVIe au XVIIIe siècle. À partir de la révolution industrielle, les exportations et les importations s'intensifièrent, les puissances industrielles important leurs matières premières des pays moins industrialisés, en particulier de leurs colonies, et exportant leurs produits finis vers ces pays. Actuellement, s'est établie dans le monde une division internationale du travail, chaque pays ayant ses spécialités minières, manufacturières ou agricoles. Les monnaies doivent être échangées. Tout produit complexe implique la collaboration économique de plusieurs pays. Partout, une partie des travailleurs et des étudiants vient d'un autre pays.

Certes, les bourgeoisies du XVIIe au XIXe siècle se sont révélées capables d'unifier des grandes villes et des petits États dans des structures étatiques plus larges. Certes, les grandes entreprises sont transnationales. Certes, les principales bourgeoisies se sont accordées pour mettre en place diverses institutions mondiales pour tenter de réguler leurs relations politiques et économiques (ONU, BRI, BM, FMI, AGETAC-OMC, G7, G20…). Malgré cela, elles restent fatalement divisées entre leurs divers États, incapables de faire dépérir les frontières (même dans l'Europe très morcelée) et finissent toujours par s'entre-déchirer. Cela a produit les deux guerres mondiales, la multiplication des États, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, les tensions entre les États-Unis et la Russie ou la Chine, la montée généralisée du militarisme.

Avec le capitalisme, la lutte de la classe ouvrière, ses succès comme ses échecs, ont pris un caractère international.

Le mouvement ouvrier a toujours évolué au rythme des grandes questions mondiales. Au milieu du XIXe siècle, Engels et Marx firent leur apprentissage politique au contact du mouvement chartiste britannique pour l'un, du socialisme ouvrier clandestin français pour l'autre. Ils rejoignirent en 1847 une organisation internationale, la Ligue des communistes. Puis Marx réussit en 1864 à fédérer presque toutes les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique du Nord dans l'Association internationale des travailleurs. Au sein de l'AIT, les communistes défendirent contre les proudhoniens les grèves et les syndicats, l'émancipation des femmes, l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande, l'émancipation des esclaves aux États-Unis et ils tirèrent les enseignements de la Commune de Paris. La défaite de 1871 et les agissements des bakouninistes entrainèrent son déclin.

Mais l'Internationale ouvrière, fondée en 1889 par le vieil Engels et une jeune équipe internationale (Adler, Bernstein, Guesde, Kautsky, Labriola, Lafargue, Plekhanov, Turati…), oeuvra à la construction de partis de masse dans de nombreux pays contre tous les partis bourgeois (et les courants petits-bourgeois anarchistes, populistes…). L'Internationale ouvrière fut le théâtre de combats politiques menés par les internationalistes contre le protectionnisme, la confiance dans l'État bourgeois, la participation à des gouvernements dans le cadre du capitalisme, le colonialisme…

En 1914, la majorité des partis socialistes se rangea du côté de sa propre bourgeoisie dans la guerre inter-impérialiste. Les internationalistes de la Gauche de Zimmerwald (autour de Lénine, Radek et Zinoviev) posèrent en 1915 les jalons de l'Internationale communiste, qui prit son essor en 1919 grâce à la révolution russe, créant de nouveaux partis dans le monde entier contre le colonialisme et le capitalisme, pour la destruction des États bourgeois et pour le socialisme mondial.

Après l'adoption du « socialisme dans un seul pays » en 1924 par la bureaucratie de l'URSS et la division systématique des rangs ouvriers en Allemagne par la 3e Internationale stalinisée qui permit la victoire des nazis en Allemagne en 1933, suivie de la politique de « Front populaire » avec la bourgeoisie à partir de 1935, les bolcheviks-léninistes autour de Trotsky fondèrent la 4e Internationale en 1938. Celle-ci ne trouva pas la voie des masses et fut détruite après la 2e Guerre mondiale sous la pression du stalinisme mondial qui était alors à son apogée.

Pour vaincre, la classe ouvrière doit rompre avec toute la bourgeoisie, y inclus les fractions qui, dans les pays dominés, font mine un temps de s'opposer à l'impérialisme.

Le prolétariat ne peut utiliser les vieilles directions sociales-patriotes qui ont trahi de façon répétée. Il ne peut se fier à la soi-disant « extrême-gauche » qui se subordonne périodiquement à des fractions de la bourgeoisie et en permanence aux agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Sans un cadre international, aussi réduit soit-il au départ, il n'y pas d'internationalisme réel, ni d'orientation juste possible dans un quelconque pays. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'une internationale ouvrière, démocratique et révolutionnaire.